

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 979

12 mai 2011

### SOMMAIRE

3i Infrastructure (Luxembourg) S. à r.l. . . . .	46975	INNCONA S.à r.l. & Cie. Vingt-cinquième (25.) S.e.c.s. . . . .	46974
Air Tools S.A. . . . .	46986	INNCONA S.à r.l. & Cie. Vingt-quatrième (24.) S.e.c.s. . . . .	46972
Almagev S.A. . . . .	46986	MCT Berlin Drei S.A. . . . .	46946
Athamas S.A. . . . .	46985	MCT Berlin Vier S.A. . . . .	46946
COFITEX S.A., société de gestion de patrimoine familial (SPF) . . . . .	46987	MCT Berlin Zwei S.A. . . . .	46946
Compagnie Internationale de Prise de Participations et de Placements . . . . .	46987	O.M. S.A. . . . .	46985
Construlux, S.à r.l. . . . .	46991	Pennel International S.A. . . . .	46948
EKIAM S. à r. l. & Cie. C.O. Erste S.e.c.s. . . . .	46971	Pennel International S.A. . . . .	46949
EKIAM S. à r. l. & Cie. C.O. Zweite S.e.c.s. . . . .	46969	PraefAsia Partners . . . . .	46948
EKIAM S. à r. l. & Cie. KL.Z. Erste S.e.c.s. . . . .	46972	PraefAsia Partners . . . . .	46948
EKIAM S. à r. l. & Cie. KL.Z. Zweite S.e.c.s. . . . .	46974	Profimed S.A. . . . .	46949
EKIAM S. à r. l. & Cie. M.M. Erste S.e.c.s. . . . .	46985	Quitou International Conseil S.à r.l. . . . .	46970
EME . . . . .	46946	Quitou International Conseil S.à r.l. . . . .	46971
Esperides-S.A. SICAV-SIF . . . . .	46949	Quitou International Conseil S.à r.l. . . . .	46972
Goettsch GmbH . . . . .	46987	Quitou International Conseil S.à r.l. . . . .	46969
HDI Financing Luxembourg S.à r.l. . . . .	46975	Quitou International Conseil S.à r.l. . . . .	46971
INNCONA S.à r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-quinzième (595.) S.e.c.s. . . . .	46985	Quitou International Conseil S.à r.l. . . . .	46969
INNCONA S.à r.l. & Cie. Cinquante-huitième (58.) S.e.c.s. . . . .	46969	Rembrandt IV Sà r.l. . . . .	46973
INNCONA S.à r.l. & Cie. Cinquante-septième (57.) S.e.c.s. . . . .	46971	San Prince Management . . . . .	46975
		S.P.P.F. S.A. (Société de Prise de Participation Financière) . . . . .	46974
		Stripes S.A. . . . .	46975
		Tonal S.A. . . . .	46991
		UBS Luxembourg Diversified Sicav . . . . .	46970

**MCT Berlin Drei S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 5, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 118.011.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2011.

MCT Berlin Drei S.A.

Société anonyme

Signature

Référence de publication: 2011044992/13.

(110049648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**MCT Berlin Vier S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 5, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 120.529.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2011.

MCT Berlin Vier S.A.

Société anonyme

Signature

Référence de publication: 2011044993/13.

(110049647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**MCT Berlin Zwei S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 5, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 114.385.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2011.

MCT Berlin Zwei S.A.

Signature

Référence de publication: 2011044994/12.

(110049650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**EME, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-5401 Ahn, 5, rue Palmberg.  
R.C.S. Luxembourg F 8.638.

## STATUTS

Entre les soussignés:

- M. DUHR Max, étudiant, rue Aly Duhr, 9, L-5401 Ahn, nationalité luxembourgeoise,
- M. GRILLO Jérôme, étudiant, rue Marie Astrid, 10, L-2129 Howald, nationalité luxembourgeoise,
- M. LOPES Stéphane, étudiant, rue Principale, 155, L-5480 Wormeldange, nationalité luxembourgeoise,
- Mlle. OLIVEIRA MENDES Andreia, employée privé, rue principale, 156, L-5480 Wormeldange, nationalité luxembourgeoise,
- M. SADLER Pit, fonctionnaire, rue du cimetière, 5a, L-5481 Wormeldange, nationalité luxembourgeoise,
- M. SCHMIT Nicolas, étudiant, rue Palmberg, 4, L-5401 Ahn, nationalité luxembourgeoise,

il est créé une association sans but lucratif qui sera régie par la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994, ainsi que par les statuts ci-après:

## **Titre I<sup>er</sup>. Dénomination, Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association est dénommée «EME», Association sans but lucratif. Sa durée est illimitée.

**Art. 2.** Son siège social est établi à L-5401 Ahn, 5, rue Palmberg. Il peut être transféré par décision du conseil d'administration à toute autre adresse.

72879

## **Titre II. Objet**

**Art. 3.** L'association a pour objet:

- de diffuser et d'encourager la musique électronique par des soirées et événements correspondants favorisant la rencontre de jeunes au Luxembourg.

Elle peut accomplir tous les actes se rapportant indirectement ou directement à son objet. L'association ne poursuit aucun but politique ni religieux.

## **Titre III. Associés**

**Art. 4.** Les membres, dont le nombre ne peut être inférieur à trois, sont admis par délibération du conseil d'administration à la suite d'une demande écrite. Le candidat est élu s'il obtient la majorité des deux tiers des voix des membres du conseil d'administration.

**Art. 5.** Les membres associés sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit leur démission au conseil d'administration.

**Art. 6.** La qualité de membre associé se perd par exclusion: elle ne peut avoir lieu que si les agissements du membre en question portent préjudice aux intérêts de l'association, ou si le membre ne se conforme pas aux statuts et aux règlements pris en exécution des statuts. L'exclusion d'un membre associé ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix présentes.

**Art. 7.** Tout membre associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fond social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations.

**Art. 8.** La cotisation est fixée chaque année par l'assemblée générale.

## **Titre IV. Assemblée Générale**

**Art. 9.** L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration une fois par an, au cours du premier semestre. Le conseil d'administration en fixe l'ordre du jour.

**Art. 10.** Les convocations contiendront l'ordre du jour tel qu'il est fixé par le conseil d'administration et se feront par simple message électronique au moins huit jours à l'avance.

**Art. 11.** L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer les objets suivants: modifications des statuts, nomination et révocation des administrateurs, approbation des budgets et des comptes, fixation des cotisations annuelles, discussion des propositions présentées par les membres associés, décision le cas échéant de la dissolution de l'association.

**Art. 12.** L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que sur les points mentionnés à l'ordre du jour et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Toute décision doit être prise à la majorité simple des voix présentes, sauf dans le cas où il en est décidé autrement par la loi ou les statuts.

En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

**Art. 13.** Les délibérations de l'assemblée sont portées à la connaissance des membres par courrier électronique.

## **Titre V. Conseil d'administration**

**Art. 14.** L'association est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, élu parmi les membres associés et nommés par l'assemblée générale et à tout moment révocables par elle.

Les membres du conseil d'administration sont élus soit par acclamation, soit au scrutin secret à la majorité simple des voix. Les candidatures doivent être parvenues au président au moins trois jours avant l'assemblée générale.

Le conseil d'administration désigne, en son sein, un président.

**Art. 15.** La durée du mandat des administrateurs est fixée à un an. Ils sont rééligibles.

## **Titre VI. Gestion financière**

**Art. 16.** Les ressources de l'association se composent des cotisations des membres, des dons, des subventions lui accordés, toute somme perçue en contrepartie de service fournis par l'association dans le cadre de son objet, du produit des manifestations et des intérêts des fonds placés. Cette liste n'est pas limitative.

**Art. 17.** Les comptes sont tenus par le trésorier qui est chargé de la gestion financière de l'association, de la comptabilisation des recettes et des dépenses et de l'établissement du décompte annuel à la clôture de l'exercice social.

La gestion du trésorier est contrôlée par deux vérificateurs des comptes majeurs qui ne font pas partie du conseil d'administration et qui sont désignés chaque année par l'assemblée générale.

### **Titre VII. Dispositions diverses**

**Art. 18.** L'exercice budgétaire commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés le 31 décembre et soumis à l'assemblée générale.

**Art. 19.** En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social. Cette affectation devra cependant se rapprocher autant que possible de l'objet en vue duquel l'association a été créée.

**Art. 20.** Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts, il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'au règlement interne en vigueur approuvé lors de la dernière assemblée générale.

**Art. 21.** Pour la fondation de la présente asbl, quatre signatures des membres fondateurs seront requises.

Ainsi fait à Ahn, le 5 février 2011.

Signatures

*Membres fondateurs*

Référence de publication: 2011024922/84.

(110028698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2011.

---

#### **PraefAsia Partners, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 135.422.

---

Les comptes annuels au 30 novembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011045002/11.

(110049332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

#### **PraefAsia Partners, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 135.422.

---

Les comptes annuels au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011045003/11.

(110049333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

#### **Pennel International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 100.071.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2011045006/13.

(110049753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**Pennel International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.  
R.C.S. Luxembourg B 100.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA  
L-2530 LUXEMBOURG  
4, RUE HENRI SCHNADT  
Signature

Référence de publication: 2011045007/13.

(110049754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**Profimed S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 101.848.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045008/10.

(110049914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**Esperides-S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 103.455.

In the year two thousand eleven, on the tenth of February.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of ESPERIDES-S.A SICAV-SIF, société d'investissement à capital variable, Fonds d'Investissement Spécialisé, with registered office at 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, duly registered with the Luxembourg Trade Register under section B number 103.455, incorporated by a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, on October 13, 2004, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1101 of October 30, 2004. The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary, on January 15, 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 586 of March 8, 2008.

The meeting is opened, Mrs. Annick Braquet, private employee, residing professionally in Luxembourg is elected chairman of the meeting.

Mrs Arlette Siebenaler, private employee, residing professionally in Luxembourg is appointed scrutineer.

The chairman and the scrutineer agreed that Mrs Solange Wolter, private employee, residing professionally in Luxembourg, is appointed to assume the role of secretary.

The chairman then declared and requested the notary to declare the following:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- It appears from the attendance list, that out of 103,960 shares in circulation, 103,960 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting could validly decide on all the items of the agenda.

III.- That the agenda of the present meeting is the following:

*Agenda*

1. Change of the terminology used in the Articles of Incorporation compared to the one used in the Offering Memorandum:

- Clarification of Article 5 to detail the segregation of the sub-funds;
- Clarification of Article 8 in order to precise the ability of shareholders of a specific sub-fund to hold a dedicated General Meeting;

- Amendment of Article 26 to change the liquidation process of one or more sub-funds and consequent amendment of the Offering Memorandum;
- Amendment of Article 27 in order to change the merger process of one or more sub-funds with one sub-fund of the Company and/or a sub-fund of another UCI and consequent amendment of the Offering Memorandum;
- Amendment of Article 28 and consequent amendment of the Offering Memorandum;
- Minor changes.

## 2. Nomination of Mr Gilbert Cornelissens as director of the SICAV.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

### *First resolution*

The meeting decides to change the terminology used in the Articles of Incorporation compared to the one used in the Offering Memorandum:

- Clarification of Article 5 to detail the segregation of the sub-funds;
- Clarification of Article 8 in order to precise the ability of shareholders of a specific sub-fund to hold a dedicated General Meeting;
- Amendment of Article 26 to change the liquidation process of one or more sub-funds and consequent amendment of the Offering Memorandum;
- Amendment of Article 27 in order to change the merger process of one or more sub-funds with one sub-fund of the Company and/or a sub-fund of another UCI and consequent amendment of the Offering Memorandum;
- Amendment of Article 28 and consequent amendment of the Offering Memorandum;
- Minor changes.

The meeting decides consequently to adopt the coordinated version of the Articles of Incorporation in accordance with the modifications mentioned here above:

“ **Art. 1. Denomination.** There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited Company (“société anonyme”) in the form of an investment Company with variable capital (“Société d’Investissement à Capital Variable - SICAV”) with multiple compartments under the name of “ESPERIDES-S.A. SICAV-SIF” (hereinafter referred to as “the Company”).

**Art. 2. Duration.** The Company is established for an unlimited period from the date hereof.

**Art. 3. Object.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities and other assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of 13<sup>th</sup> February 2007 on Specialised Investment Funds (hereinafter referred to as the “Law”).

**Art. 4. Registered office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, or social developments have occurred, or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

**Art. 5. Share capital - Shares - Sub-funds.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of all the sub-funds of the Company as defined in Article 21 hereof.

At the incorporation, the initial capital of the Company is EUR 32,000,- represented by 3,200 registered capitalization shares of the sub-fund ESPERIDES - HIGH RISK of no par value.

The minimum capital of the Company shall be as provided by the Law: EUR 1.250.000. The minimum capital of the Company must be reached within 12 months after the date on which the Company has been authorized as a specialized investment fund under Luxembourg law.

The Company constitutes one sole legal entity and for the purpose of the relations as between shareholders, each sub-fund will be deemed to be a separate entity. The assets of a sub-fund are only applicable to the debts, engagements and obligations of that sub-fund. Accordingly, the rights and recourses of shareholders of one sub-fund are limited to the assets of such sub-fund and may not extend in any manner to the assets of another sub-fund.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different sub-funds and the proceeds of the issue of each sub-fund shall be invested, pursuant to Article 3 hereof, in securities or other assets corresponding to such geo-

graphical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each sub-fund.

Within each sub-fund, the Board of Directors is entitled to create different categories that may be characterized by their distribution policy (distribution shares, capitalization shares), their reference currency, their fee level, and/or by any other feature to be determined by the Board of Directors.

All the rules applicable to the sub-funds classes are also applicable mutatis mutandis to the sub-funds and categories of shares.

The Board of Directors is entitled to proceed to a 'split' or a 'reverse split' of the shares of one sub-fund of the Company.

Payments of dividends will be made to holders of distribution shares, in respect of registered shares, at their address in the Register of Shareholders whereas the corresponding amounts due to capitalization shares will not be paid but will stay invested in the Company on their behalf.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each sub-fund shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR, and the capital shall be equal to the total of the net assets of all the sub-funds.

**Art. 6. Registered shares.** Shares will only be issued in registered form.

Fractions of shares can be issued up to four decimals places.

Such fractional shares shall not be entitled to vote, except to the extent their number is so that they represent a whole share, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant sub-fund on a prorata basis.

Shareholders will receive a confirmation of their shareholding.

Shares may be issued upon acceptance of the subscription. The subscriber will, upon issue of the Shares and receipt of the purchase price, receive title to the Shares purchased by him.

All issued shares of the Company shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such Register shall contain the name of each holder of inscribed shares, his residence or elected domicile and so far, as notified to the Company, the number, sub-fund held by him, and the amount paid in on each such share.

Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders, and every such entry shall be signed by one or more officers of the Company or by one or more persons designated by the Board of Directors.

Transfer of registered shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders, and the address of the shareholder will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder.

The shareholder may, at any time, change his address, as entered in the Register of Shareholders, by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

**Art. 7. Restrictions on shareholding.** The Board of Directors shall have power to impose such restrictions as it may think necessary, for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. Such prohibited persons include, but are not limited to, investors who do not qualify as Eligible Investors within the meaning of Article 2 of the Law.

The shares will be exclusively restricted to investors who qualify as Eligible Investors within the meaning of article 2 of the Law. In addition, the Board of Directors may issue debt instruments such as notes.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. Person", as defined hereafter.

For such purposes, the Company may:

(a) decline to issue any Share where it appears to it that such issue would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding Shares in the Company,

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a person who is precluded from holding Shares in the Company, and



(c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding Shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares, compulsorily redeem from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as defined below) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the Register of Shareholders. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be a Shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if issued) representing the Shares specified in the Redemption Notice;

(2) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the Redemption Price of Shares in the Company of the relevant Portfolio, determined in accordance with Article 21 hereof;

(3) payment of the Redemption Price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Portfolio and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a Share certificate shall have been issued, upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding Shares in the Company at any meeting of Shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles of Incorporation, the term "U.S. Person" shall include a national or resident of the United States of America, a partnership organised or existing in any state, territory or possession of the United States of America, a corporation organised under the laws of the United States of America or of any state, territory or possession thereof or areas subject to its jurisdiction, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which arises from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) and is not included in gross income for the purposes of computing United States federal income tax.

**Art. 8. Powers of the general meeting of shareholders.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company if the decisions to be taken are of interest for all the shareholders. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the sub-fund held by them. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. However, if the decisions affect, directly or indirectly the particular rights of the shareholders of one sub-fund, such decisions shall also be taken specifically by a general meeting representing the shareholders of such sub-fund in accordance with quorum and majority requirements provided for by Luxembourg law.

**Art. 9. General meetings.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 2<sup>nd</sup> Thursday of the month of May at 10 o'clock. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 10. Quorum and Votes.** The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each whole share of whatever sub-fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a proxy to another person in writing (or facsimile transmission) who needs not to be a shareholder and who may be a member of the Board.

Shareholders can vote using mail poll by fulfilling a form which shall indicate their identity and their choice concerning the vote or their abstention. Forms which do not indicate the vote or the abstention are void.



In order to be taken into account for the calculation of quorum, such forms shall have been received by the Company at the latest 2 bank business days in Luxembourg before the date of the meeting of shareholders.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of expressed votes.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 11. Convening notice.** Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to article 70 of the Luxembourg law of August 10<sup>th</sup>, 1915 (as amended).

It shall also be called upon the written request of shareholders representing at least 1/10 of the share capital. One or more shareholders representing together at least 1/10 of the subscribed share capital may require to add new items on the agenda of the general meeting. This request shall be sent at the registered office of the Company at least 5 bank business days in Luxembourg before the date of the meeting by registered letter.

**Art. 12. Directors.** The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members; members of the Board of Directors need not to be shareholders of the Company.

In the event the general meeting ascertains that a sole shareholder holds the entirety of the Company's shares, the Company may be managed by a sole member. Such management shall be effective until the annual general meeting taking place after the Company ascertains that its shares are held by more than one shareholder.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period of six years, and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a legal entity being appointed as member of the Board of Directors, such legal entity shall appoint a permanent representative who will exercise the mandate in the name and on behalf of such legal entity. The legal entity may withdraw its representative only by appointing a successor at the same time.

In the event of a vacancy of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such a vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 13. Proceedings of directors.** The Board of Directors chooses from among its members a chairman. He shall preside at all meetings of shareholders and at the Board of Directors. In his absence, the shareholders or the Board of Directors, may appoint any Director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The Board of Directors shall also choose a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman of any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least forty eight hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or any other similar means of communication by each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing (by any means of communication) another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specially authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not to be members of the Board.

Circular resolutions in writing approved and signed by all Directors have the same effect as resolutions voted at the Board meetings. Such approval shall be confirmed in writing (by any means of communication) and all documents shall join the record that proves that such decision has been taken.

**Art. 14. Minutes of board meetings.** The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

**Art. 15. Determination of investment policies.** The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each sub-fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

**Art. 16. Indemnity.** The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other Company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 17. Administration.** Vis-à-vis third parties, the Company is bound by the joint signature of any two directors or of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 18. Auditor.** The accounting data related in the annual report of the Company shall be exercised by an auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company. The auditor shall fulfill all duties prescribed by the law.

**Art. 19. Redemption and Conversion of shares.** As is more especially prescribed hereinbelow, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitation set forth by law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company. The redemption price shall be paid not later than 30 bank business days in Luxembourg after the date on which the applicable net asset value was determined (Calculation Date) and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant sub-fund as determined in accordance with the provisions of Article 21 hereof less such rates and commissions as (if any) at the rate provided by the offering memorandum or prospectus (the “Issue Document”) for the shares. If in exceptional circumstances the liquidity of any particular sub-fund is not sufficient to enable the payment to be made within this period, such payment will be made as soon as reasonably practicable thereafter. For this purpose, the Company may sell some assets of the relevant sub-fund or make temporary borrowings.

In the case of redemption requests in excess of 10 per cent of the Net Assets of a sub-fund, the Company may decide to defer on a pro rata basis redemptions to the next Calculation Date. In case of a deferral of redemptions, the relevant shares shall be redeemed at the Net Asset Value per share prevailing on the Calculation Date on which the redemption is effected. On such Calculation Date such requests shall be complied with by giving priority to the earliest request.

Any such request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares.

All redeemed shares may be cancelled. Any taxes and duties levied in connection with the redemption of shares of the Company shall be charged to the Company.

Unless the Board of Director decided to prohibit the conversion between sub-funds, any shareholder may request the conversion of whole or part of his shares into shares of another sub-fund at the respective Net Asset Value of the shares of the relevant sub-fund, provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of an administration charge.

Holders of distribution shares will have the right to convert all or part of their shares into capitalization shares and vice versa, at a price equal to the respective applicable Net Asset Values. The Board of Directors may in its discretion levy a charge on such shareholders.

**Art. 20. Valuations and Suspension of valuations.** The Net Asset Value of shares in the Company shall be determined by the Administrative Agent under the responsibility of the Board of Directors as to the shares of each sub-fund by the Company from time to time, but in no instance less than once a year, as the Board of Directors by regulation may direct (every such day or time for calculation of Net Asset Value being referred to herein as a “Calculation Date”), provided that in any case where any Calculation Date would fall on a day observed as a legal or bank holiday by banks in Luxembourg, such Calculation Date shall then be the next bank business day in Luxembourg.

The Net Asset Value will be dated as of the last calendar day of the month preceding the Calculation Day (the “Applicable Net Asset Value Date”). In case of a daily valuation, the Net Asset Value will be dated as of the last calendar day preceding the Calculation Day.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular sub-fund or all sub-funds and the issue and redemption of the shares in such sub-fund as well as conversion from and to shares of such sub-fund during:

a) any period when any of the principal stock exchanges or markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such sub-fund from time to time are quoted is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such sub-fund would be impracticable; or

c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any particular sub-fund or the current price or values on any stock exchange; or

d) any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the Directors be effected at normal rates of exchange.

e) once a meeting of shareholders has been convened during which it will be proposed to dissolve the SICAV; or

f) as from the effective date of a decision to close a sub-fund.

Any shareholder having asked to be informed of the Net Asset Value will be informed of any such suspension.

Such suspension as to any sub-fund will have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, subscription, redemption and conversion of the shares of any other sub-fund.

**Art. 21. Determination of net asset value.** The Net Asset Value per share is determined by dividing the value of total assets of the Company less the liabilities of the Company by the total number of shares outstanding on any Calculation Date.

The Net Asset Value per share of a sub-fund shall be expressed in the reference currency of the relevant sub-fund. The Net Asset Value per share will be determined by dividing the net assets of the sub-fund by the total number of shares of that sub-fund then outstanding taking into account the allocation of the net assets between the different existing categories of shares and shall be rounded up or down to the nearest whole cent.

The valuation of the Net Asset Value of the different sub-funds shall be determined according to Luxembourg GAAP as follows:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered),

c) all bonds, time notes, shares, stock, debentures stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

d) all stock, stock dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights or by similar practices);

e) all interests accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company, and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

1. The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such a discount as the Board of Directors may consider appropriate in such a case to reflect the true value thereof;

2. the value of securities which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be based on the last available price on such Stock Exchange;

3. the value of securities dealt in on another regulated market which operates regularly and is recognized and open to the public ("the regulated market") shall be based on the last available price;

4. in the event that any of the securities held in the portfolio of the SICAV are not quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on another regulated market, or if the price as determined pursuant to sub-paragraphs (2) or (3) is not representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

5. all investments, cash balances and other assets of the SICAV expressed in currencies other than the currency of the different sub-funds shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of shares.

6. Shares, units or equity interest in target UCIs will be valued at their last available preceding end-month price on the relevant Calculation Day. If appropriate, such Net Asset Value may be readjusted on the basis of any available audited or unaudited accounts published by such target UCIs prior to the Calculation Day. The Directors may rely, in order to

calculate the net asset value of the SICAV, on estimated net asset values provided by the target UCIs, provided that the Directors have sufficient assurance that the valuation method used by the target UCIs for such estimated net asset value, materially corresponds to the one used for the official net asset value calculation of the target UCIs;

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- a) loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses (including investment advisory fee, management fee, custodian fee and corporate agents' fees);
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Calculation Date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Calculation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves if any authorized and approved by the Board of Directors and;
- e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Board of Directors may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Directors shall establish a pool of assets for each sub-fund taking into account the allocation of net assets between distribution and capitalization shares in the following manner:

- a) the proceeds from the issue of each sub-fund shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that sub-fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this article;
- b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each re-valuation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;
- c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;
- d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the net asset values of the relevant sub-funds; provided that all liabilities, whatever pool they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Company as a whole;
- e) upon the payment of dividends to the holders of distribution shares of any sub-fund, the Net Asset Value of such distribution shares shall be reduced by the amount of such dividends. The corresponding amounts due to capitalization shares will remain invested in the Fund on their behalf.

D. For the purposes of this Article:

- a) shares of the Company to be redeemed under Article 19 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Calculation Date referred to Article 20, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;
- b) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the currency of the relevant sub-fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and
- c) effect shall be given on any Calculation Date to any acquisitions or sales of securities contracted for by the Company on such Calculation Date, to the extent practicable.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any as of the Company.

**Art. 22. Subscription price.** Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant sub-fund plus such commissions as (if any) at the rate provided by the Issue Document. Such price will be rounded up or down to the nearest whole thousandth being rounded up of the currency in which the net asset value of the relevant shares is calculated. Any remuneration to agents in the placing of the shares shall be paid out of such commission. The price so determined shall be payable not later than five bank business day in Luxembourg before the applicable Net Asset Value Date.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue fully paid-up shares at any time at the Net Asset Value or at the respective Net Asset Values per share determined in accordance with Article 21 hereof without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

The subscription price (exclusive of any initial charge which may be made from time to time) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report dressed by the independent auditor confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company

securities acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

**Art. 23. Charges of the company.** The following costs will be charged to the Company:

- the Directors' fees and expenses;
- the investment adviser and manager fees;
- all taxes which may be due on the assets and the income of the Company;
- usual banking fees due on the transactions with respect to the securities held in the portfolio of the Company (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the remuneration of the Custodian, Domiciliary, Administrative and Registrar and Transfer Agent; the custody charges of banks, clearing houses and financial institutions to whom custody of assets are entrusted;
- legal expenses that may be incurred by the Company or the Custodian while acting in the interest of the shareholder;
- the cost of preparing and/or filing of any documents concerning the Company, including registration statements and Issue Documents and explanatory memoranda with all authorities having jurisdiction over the Company or the offering of shares of the Company, the cost of preparing and distributing in such languages as are required for the benefit of the shareholders, annual, semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and of net asset value calculation; the cost of preparing and distributing public notices to the shareholders; the listing fees; the fees of the lawyers and auditors and all similar administrative charges.

All recurring charges will be charged first against current income, then against capital gains, then against assets.

The costs and expenses incurred in connection with the formation of the Company and the issue of shares referred to herein, including those incurred in the preparation and publication of the Issue Document, all legal and printing costs, certain launch expenses (including advertising costs) and preliminary expenses will be borne by the Company, and amortized over the first five years on a straight line basis.

**Art. 24. Financial year.** The accounting year of the Company shall begin on the first of January and shall terminate on the 31<sup>st</sup> December of each year.

The accounts of the Company shall be expressed in EUR. Where there shall be different sub-funds as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such sub-funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into EUR and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Company.

**Art. 25. Distribution of income.** The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of each sub-fund, determine how the annual net investment income, the realized capital gains and the unrealized capital gains after deduction of unrealized capital losses, shall be disposed of. The payment of dividends shall be determined by the holders of distribution shares at the annual general meeting, upon the proposal of the Board of Directors. The corresponding amounts due to capitalization shares will not be paid but will stay invested in the Company on their behalf. When a dividend is distributed to distribution shares, the net asset value of these distribution shares will be reduced by the aggregate amount of the dividend.

Distribution of dividends can be made for any amounts (including effectively a repayment of capital) provided that after distribution the net asset value of the Company exceeds the minimum capital of EUR 1.250.000,00-. However the nature or the distribution (capital or revenue) must be disclosed.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any sub-fund shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the holders of such shares.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant category of shares or any other currency selected by the Board of Directors, and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to convert dividend funds into the currency of their payment.

The Board of Directors is allowed to decide the payment of an interim dividend.

**Art. 26. Distribution upon liquidation.** The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of the shareholders. The liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the Luxembourg law applicable to the amendment of articles of incorporation and the Law.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum, shall be required, shall decide on such dissolution by simple majority of the expressed Shares at the meeting. The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by decision of shareholders holding one fourth of the shares at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.



In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each sub-fund in proportion of their holding of shares in such sub-fund.

The liquidator(s) shall use its/their best efforts to terminate, sell or otherwise dispose of any outstanding investments of the Company.

The liquidator(s) shall apply the asset available for distribution among the shareholders in accordance with the provisions of the Articles of Incorporation and the Issue Document and shall act in accordance with applicable laws and regulations when of the law.

The Board of Directors may also at any time submit the liquidation of one or more sub-funds of the Company to the shareholders of such sub-fund(s) by convening a general meeting of shareholders of the relevant sub-fund(s) in the following events:

- If, for any reason the value of the total net assets in any sub-fund has not reached, or has decreased to a minimum amount, to be the minimum level for such sub-fund to be operated in an economically efficient manner or,
- If the political, monetary and/or economic environment happens to change,
- If an economic rationalization is needed.

The decision to liquidate one or more sub-funds of the SICAV, is in any case subject to a resolution adopted by the general meeting of the shareholders of the relevant sub-fund(s) at the simple majority of expressed votes.

Except if otherwise decided by the Board of Directors, until such time as the decision to liquidate is executed, the Company will continue to redeem or convert the shares of the sub-fund which it has been decided to liquidate, taking account of liquidation costs but without deducting any redemption fee as stated in the Issue Document. The formation expenses will be fully amortized.

Amounts unclaimed by shareholders on the closure of liquidation of the concerned sub-fund shall be deposited with the custodian bank for a period not exceeding six months from the date of closure. After such period the amounts will be deposited with the 'Caisse de Consignation'.

**Art. 27. Merger of sub-funds.** The Board of Directors may also, under the same circumstances as provided above, submit to the shareholders of a sub-fund to close down such sub-fund by merging with another sub-fund of the Company or another collective investment undertaking.

In addition, the shareholders meeting of the relevant sub-fund may be convened, by the Board of Directors, to decide the merger, at the quorum conditions provided by the articles of incorporation of the SICAV, provided that such merger is required by the interests of the shareholders of such sub-fund.

The decision to merge a sub-fund of the SICAV is, in any case, subject to a resolution adopted by the general meeting of the shareholders of the relevant sub-fund at the simple majority of expressed votes.

**Art. 28. Amendment of articles.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting directly or indirectly the rights of the shareholders of any sub-fund shall be subject to the decision of the shareholders of such sub-fund in accordance with the quorum and majority requirements provided for by law in respect of each such relevant sub-fund.

**Art. 29. General.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto and the law of 13<sup>th</sup> February 2007 on Specialised Investment Funds."

*Second resolution*

The meeting decides to appoint Mr. Gilbert Cornelissen, with professional address in Boulevard du Régent 8, B-1000 Brussels, born in Hasselt (Belgium), on October 15, 1952 as director for a period of six years.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and that in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons, appearing, they signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le dix février.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société d'investissement à capital variable, Fond d'Investissement à Capital Variable, ESPERIDES-S.A. SICAV-SIF, avec siège social à 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, dûment enregistrée au Registre de Commerce sous le numéro B 103.455 et constituée suivant acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, le 13 octobre 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1101 du 30 octobre 2004, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 15 janvier 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 586 du 8 mars 2008.

L'Assemblée est ouverte, Madame Annick Braquet, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, est élue président de l'Assemblée.

Madame Arlette Siebenaler, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, est nommé scrutateur.

Le Président et le scrutateur s'entendent pour que Madame Solange Wolter, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg soit nommé comme secrétaire.

Le président expose et prie alors le notaire instrumentant d'acter comme suit:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux est indiqué sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que sur les 103.960 actions en circulation, 103.960 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Modification de la terminologie utilisée dans les statuts de la société par rapport à celle utilisée dans le Document d'Emission;

- Clarification de l'article 5 afin de mettre en valeur la ségrégation des compartiments;
- Clarification de l'article 8 afin de préciser la capacité des actionnaires d'un compartiment spécifique de tenir une assemblée générale dédiée;
- Modification de l'article 26 afin de modifier le processus de liquidation d'un ou de plusieurs compartiments et modification subséquente du Document d'Emission;
- Modification de l'article 27 afin de modifier le processus de fusion d'un ou plusieurs compartiments avec un compartiment de la société et / ou un compartiment d'un autre OPC et modification subséquente du Document d'Emission;
- Modification de l'article 28 et subséquente du Document d'Emission;
- Changements mineurs.

2. Nomination de M. Gilbert Cornelissen en tant qu'administrateur de la SICAV.

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide de modifier la terminologie utilisée dans les statuts de la société par rapport à celle utilisée dans le Document d'Emission;

- Clarification de l'article 5 afin de mettre en valeur la ségrégation des compartiments;
- Clarification de l'article 8 afin de préciser la capacité des actionnaires d'un compartiment spécifique de tenir une assemblée générale dédiée;
- Modification de l'article 26 afin de modifier le processus de liquidation d'un ou de plusieurs compartiments et modification subséquente du Document d'Emission;
- Modification de l'article 27 afin de modifier le processus de fusion d'un ou plusieurs compartiments avec un compartiment de la société et / ou un compartiment d'un autre OPC et modification subséquente du Document d'Emission;
- Modification de l'article 28 et subséquente du Document d'Emission;
- Changements mineurs.

L'assemblée décide en conséquence d'adopter la version coordonnée des statuts en accordance avec les modifications mentionnées ci-dessus:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est constitué, entre les souscripteurs et toute personne qui pourra détenir des actions émises ci après, une 'société anonyme sous la forme juridique d'une «Société d'investissement à capital variable» (SICAV) à compartiments multiples dénommée «ESPERIDES-S.A. SICAV-SIF» (ci-après dénommée «la Société»).

**Art. 2. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée à compter de la date des présents Statuts.



**Art. 3. Objet.** La Société a pour seul objet le placement collectif des capitaux disponibles en valeurs mobilières et autres avoirs selon le principe de la répartition des risques afin de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

La Société peut prendre toute mesure et effectuer toute opération qu'elle jugera utiles à la réalisation et à l'accomplissement de son objet, dans les limites prévues par la Loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés. (ci-après: la «Loi»).

**Art. 4. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, au Grand-Duché de Luxembourg. Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis tant au Luxembourg qu'à l'étranger par simple résolution du Conseil d'Administration.

Au cas où le Conseil d'Administration jugerait que des événements politiques, économiques ou sociaux exceptionnels sont survenus dans le pays où est établi le siège social, ou qu'ils sont imminents et de nature à interférer avec les activités normales de la Société ou à entraver les communications entre le siège social et les correspondants de la Société à l'étranger, le siège social pourra être temporairement déplacé à l'étranger jusqu'à la cessation complète de cette situation anormale. Ces mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert temporaire de son siège social, restera une Société de droit luxembourgeois.

**Art. 5. Capital social – Actions – Compartiments.** Le capital de la Société sera représenté par des actions sans mention de valeur nominale et correspondra à tout moment au total des actifs nets de tous les compartiments de la Société, conformément à l'article 21 des présents Statuts.

Le capital initial de la Société à la constitution est de 32.000.- EUR, représenté par 3.200 actions nominatives de capitalisation du compartiment ESPERIDES-HIGH RISK, sans valeur nominale.

Le capital minimum de la Société sera celui prévu par la Loi: 1.250.000.- EUR. Le capital minimum de la Société doit être atteint dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle la Société a été autorisée à opérer en tant que fonds de placement spécialisé, conformément à la législation luxembourgeoise.

La Société constitue une seule entité légale. Toutefois, chaque compartiment sera traité comme une entité distincte en ce qui concerne les relations entre actionnaires. Les actifs d'un quelconque compartiment ne pourront être appliqués qu'au passif, aux engagements et aux obligations dudit compartiment. En conséquence, les droits et recours des actionnaires d'un compartiment sont limités aux actifs de ce compartiment et ne peut pas de quelque manière que ce soit être étendu aux actifs d'un autre compartiment.

Ces actions peuvent, suivant ce que le Conseil d'Administration décidera, appartenir à des compartiments différents et le produit de l'émission de chaque compartiment sera investi, conformément à l'objet social de la Société, en titres ou autres actifs correspondant à des zones géographiques, des secteurs industriels ou des zones monétaires, ou dans des types spécifiques d'actions ou titres d'emprunt, selon ce que le Conseil d'Administration décidera le cas échéant pour chaque compartiment.

Le Conseil d'Administration est autorisé à créer au sein de chaque compartiment différentes catégories se caractérisant par leur propre politique en matière de distribution de dividendes (actions de distribution, actions de capitalisation), leur propre devise de référence et niveau de commission et/ou toute autre particularité que déterminera le Conseil d'Administration.

L'ensemble des règles applicables aux compartiments s'applique également mutatis mutandis aux compartiments et aux catégories d'actions.

Le Conseil d'Administration est autorisé à fractionner les actions d'un compartiment de la Société et, inversement, de les regrouper.

Le paiement de dividendes, en ce qui concerne les actions de distribution, se fera pour les actionnaires détenteurs d'actions nominatives, à l'adresse inscrite au Registre des actionnaires tandis que le montant correspondant dû aux actions de capitalisation restera placé dans la Société en leur nom.

Aux fins de déterminer le capital de la Société, les actifs nets attribuables à chaque compartiment devront, s'ils ne sont pas exprimés en EUR, être convertis en EUR, et le capital sera égal au total des actifs nets de toutes les compartiments.

**Art. 6. Actions nominatives.** Les actions seront seulement émises sous forme nominative.

Des fractions d'actions peuvent être émises jusqu'à quatre décimales.

Ces fractions d'actions ne conféreront pas de droit de vote, sauf dans la mesure où leur nombre est tel qu'elles représentent une action entière, mais elles pourront participer, au prorata, aux actifs nets attribuables au compartiment pertinent.

Les actionnaires recevront une confirmation de leur participation.

Les actions peuvent être émises après acceptation de la souscription. Le souscripteur aura la jouissance des actions qu'il a acquises lorsque les actions auront été émises et que le paiement du prix d'achat aura été effectué.

Toutes les actions émises par la Société seront inscrites au Registre des actionnaires, qui sera conservé par la Société ou par une ou plusieurs personnes que la Société désignera à cette fin; ledit Registre contiendra le nom de chaque détenteur d'actions nominatives, son lieu de résidence ou son domicile élu et, pour autant que ces coordonnées aient

été communiquées à la Société, le nombre d'actions qu'il détient, le compartiment auquel elles appartiennent ainsi que le montant payé pour chacune des actions.

Les transferts d'actions seront inscrits au Registre des actionnaires et chaque inscription sera signée par un ou plusieurs responsables de la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées par le Conseil d'Administration.

Le transfert d'actions nominatives s'effectuera par le biais d'une déclaration écrite de transfert à porter au Registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par des personnes dûment habilitées à cet effet.

Chaque titulaire d'actions nominatives doit fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les notifications et avis émanant de la Société pourront être envoyés. Cette adresse sera inscrite au Registre des actionnaires.

Au cas où un actionnaire ne communiquerait pas son adresse, la Société pourra autoriser l'inscription au Registre des actionnaires d'une mention à cet effet, et l'adresse de l'actionnaire sera réputée être celle du siège social de la Société, ou toute autre adresse qui sera enregistrée de la sorte par la Société, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par ledit actionnaire.

L'actionnaire peut, à tout moment, faire changer son adresse inscrite au Registre des actionnaires par notification écrite adressée à la Société à son siège social, ou, le cas échéant, à toute autre adresse indiquée par la Société.

**Art. 7. Restrictions en matière de détention d'actions.** Le Conseil d'Administration est autorisé à imposer les restrictions qu'il jugera nécessaires dans le but de garantir qu'aucune action de la Société ne sera acquise ou détenue par (a) une personne en infraction avec la loi ou la réglementation d'un pays ou d'une autorité publique, ou par (b) une personne dans une situation telle qu'elle pourrait, de l'avis du Conseil d'Administration, occasionner à la Société des obligations d'ordre fiscal ou lui faire subir d'autres désavantages financiers que, sinon, la Société n'aurait pas à supporter. L'on inclut parmi les personnes concernées par ces restrictions, sans que cela soit limitatif, les investisseurs n'ayant pas la qualité d'Investisseurs avertis au sens de l'article 2 de la Loi.

Les actions seront exclusivement réservées aux investisseurs ayant la qualité d'Investisseurs avertis au sens de l'article 2 de la Loi. En outre, le Conseil d'administration pourra émettre des instruments d'emprunt, tels que des obligations.

Plus spécialement, la Société pourra limiter ou interdire la détention d'actions de la Société par toute personne physique ou morale, et sans limitation aucune, par des ressortissants des États-Unis d'Amérique («US Person»), telles que définis ci-après.

A cet effet, la Société pourra:

(a) refuser l'émission d'actions lorsqu'il apparaît que cette émission aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété directe ou effective de ces actions à une personne qui n'est pas autorisée à être actionnaire de la Société;

(b) à tout moment demander à toute personne dont le nom figure au Registre des Actionnaires, de lui fournir tout renseignement, appuyé d'une attestation sous serment, qu'elle estime nécessaire en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou non effectivement à une personne qui n'est pas autorisée à être actionnaire de la Société; et

(c) procéder au rachat forcé de toutes actions détenues par un actionnaire s'il apparaît que cette personne, qui est déchue du droit d'être actionnaire de la Société, est, soit seule, soit ensemble avec d'autres personnes, le propriétaire effectif ou titulaire inscrit au Registre des actionnaires de la Société. Dans ce cas, la procédure suivante sera d'application:

(1) la Société enverra un avis (ci-après «avis de rachat») à l'actionnaire possédant les titres ou apparaissant au Registre des actionnaires comme étant le propriétaire des actions à racheter, lequel avis spécifiera les actions à racheter comme il est précisé ci-dessus, le prix à payer pour ces actions et l'endroit où le prix de rachat (tel que défini ci-après) relatif aux actions sera réglé. Un tel avis de rachat peut être envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au Registre des actionnaires. Dès la fermeture des bureaux le jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être actionnaire, et les actions qu'il détenait seront annulées. L'actionnaire en question sera obligé dans ce cas de remettre sans délai à la Société le ou les certificats, s'il y en a, représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat;

(2) le prix auquel les actions spécifiées dans l'avis de rachat seront rachetées (ci-après «le prix de rachat») sera égal au prix de rachat des actions du portefeuille de la Société en question, déterminé conformément à l'article 21 des présents Statuts;

(3) le paiement du prix de rachat sera effectué au profit de l'actionnaire qui apparaît en être le propriétaire, dans la devise du portefeuille concerné; le montant correspondant sera déposé par la Société auprès d'une banque à Luxembourg ou ailleurs (selon ce qui sera spécifié dans l'avis de rachat) aux fins de le transmettre à cette personne, mais uniquement, si un certificat d'actions a été émis, contre remise du ou des certificats d'actions représentant les actions indiquées dans l'avis de rachat. Dès le paiement du prix de rachat dans les conditions précitées, aucune personne ayant un intérêt dans les actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra plus faire valoir de droit relativement à ces actions ou à l'une d'entre elles, ni ne pourra exercer aucun recours contre la Société et ses actifs, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme étant le propriétaire des actions de recevoir de la banque le montant susdit ainsi déposé (sans intérêts), selon ce qui précède;

(4) l'exercice par la Société des pouvoirs conférés par le présent article ne pourra en aucun cas être remis en question ou invalidé au motif qu'il n'y aurait pas eu de preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne,

ou qu'une action appartenait à une personne autre que ne l'avait admis la Société à la date de l'envoi de l'avis de rachat, à la seule condition dans ce cas que la Société ait exercé ses pouvoirs en toute bonne foi; et

(d) refuser, lors de toute assemblée des actionnaires de la Société, le droit de vote à toute personne n'étant pas autorisée à être actionnaire de la Société.

Lorsqu'il est utilisé dans les présents Statuts, le terme «ressortissant des États-Unis d'Amérique» «US Person» désignera tout citoyen ou résident des États-Unis d'Amérique et toute association créée dans un État, territoire ou possession des États-Unis d'Amérique ou toute société constituée en vertu des lois des États-Unis d'Amérique ou d'un État, territoire ou d'une possession des États-Unis d'Amérique ou de régions sous sa juridiction, ou toute succession ou trust, autre qu'une succession ou trust dont le revenu provenant de sources en dehors des États-Unis (qui n'est pas associé de façon effective à l'exercice d'un commerce ou la conduite d'une entreprise aux États-Unis), n'est pas compris dans son revenu brut aux fins de calcul de l'impôt fédéral des États-Unis sur le revenu.

**Art. 8. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.** Toute Assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'ensemble des actionnaires de la Société si les décisions à prendre intéressent l'ensemble des actionnaires. Ses résolutions engageront irrévocablement tous les actionnaires de la Société, quelle que soit le compartiment dont font partie les actions qu'ils détiennent. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes relatifs aux opérations de la Société. Toutefois, si les décisions affectent, directement ou indirectement, les droits spécifiques des actionnaires d'un compartiment, ces décisions doivent également être prises par une Assemblée Générale spécifique représentant les actionnaires de ce compartiment en accord avec les conditions de quorum et de majorité prévue par la loi luxembourgeoise.

**Art. 9. Assemblées générales.** Conformément aux lois en vigueur au Luxembourg, l'Assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu au siège social de la Société, ou en tout autre lieu au Luxembourg ainsi qu'il sera spécifié dans la convocation à l'Assemblée, le second mardi du mois de mai à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire au Luxembourg, l'Assemblée générale annuelle aura lieu le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'Assemblée générale annuelle pourra avoir lieu à l'étranger si, selon un avis formel et définitif du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

D'autres assemblées des actionnaires pourront avoir lieu à l'heure et à l'endroit spécifiés dans les avis de convocation.

**Art. 10. Quorum et Vote.** Le quorum et les délais prévus par la loi régiront la convocation et la conduite des Assemblées des actionnaires de la Société, sauf disposition contraire des présents Statuts.

Chaque action entière de tout compartiment donne droit à une voix, conformément à la législation luxembourgeoise et aux présents Statuts. Un actionnaire peut exercer ses droits lors de toute assemblée des actionnaires en donnant procuration écrite (ou transmise par fax) à une autre personne. Cette dernière ne doit pas nécessairement être actionnaire et peut être membre du Conseil d'Administration.

Les actionnaires peuvent voter par correspondance en remplissant un formulaire stipulant leur identité et leur choix relatif au vote ou leur abstention. Les formulaires qui n'indiquent pas de choix de vote ou ne stipulent pas une abstention sont nuls.

Pour être pris en compte dans le calcul du quorum, lesdits formulaires doivent parvenir à la Société au minimum deux jours ouvrables bancaires au Luxembourg avant le jour auquel se tient l'assemblée des actionnaires.

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, les résolutions d'une assemblée d'actionnaires dûment convoquée seront prises à la majorité simple des voix exprimées.

Le Conseil d'Administration peut fixer d'autres conditions que les actionnaires devront remplir pour pouvoir participer à l'Assemblée des actionnaires.

**Art. 11. Avis de convocation.** Les actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil d'Administration, conformément à l'article 70 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 (telle qu'amendée).

L'assemblée pourra également être convoquée à la demande écrite d'actionnaires représentant au moins un dixième du capital social. Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble au moins le dixième du capital social souscrit peuvent demander l'ajout de nouveaux éléments à l'ordre du jour de l'assemblée générale. Cette demande doit être envoyée au siège social de la Société, par lettre recommandée, au moins cinq jours ouvrables bancaires au Luxembourg avant la date de l'Assemblée.

**Art. 12. Administrateurs.** La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois membres; les membres du Conseil d'Administration ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la Société.

Si l'Assemblée générale détermine qu'un unique actionnaire détient la totalité des actions de la Société, cette dernière pourra être administrée par cet unique membre. Cette administration restera en vigueur jusqu'à l'Assemblée générale annuelle suivant la date à laquelle la Société détermine que ses actions sont détenues par plus d'un actionnaire.

Les Administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période de six ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et nommés, étant entendu, toutefois, qu'un Administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif et/ou remplacé à tout moment aux termes d'une résolution adoptée par les actionnaires.

Si une entité juridique est désignée comme membre du Conseil d'Administration, cette dernière nommera un représentant permanent qui exécutera le mandat au nom et pour le compte de ladite entité juridique. L'entité juridique peut révoquer son représentant uniquement en nommant simultanément un successeur.

Au cas où un poste d'Administrateur deviendrait vacant pour cause de décès, de départ à la retraite ou de tout autre motif, les Administrateurs restants peuvent se réunir et élire un Administrateur à la majorité des voix, afin de pourvoir ce poste vacant jusqu'à la prochaine Assemblée des actionnaires.

**Art. 13. Délibération des administrateurs.** Le Conseil d'Administration élit un président parmi ses membres. Il présidera toutes les assemblées d'actionnaires et réunions du Conseil d'Administration. En son absence, les actionnaires ou le Conseil d'Administration peuvent désigner un autre Administrateur comme président à titre temporaire par un vote pris à la majorité des voix des Administrateurs présents à cette assemblée. Le Conseil d'Administration désignera également un secrétaire, qui ne doit pas nécessairement être un Administrateur et qui sera chargé de dresser les procès-verbaux de la réunion du Conseil d'Administration et de l'Assemblée des actionnaires. Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux Administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation à la réunion.

Une convocation écrite à une réunion du Conseil d'Administration sera adressée à tous les Administrateurs au moins quarante-huit heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera indiquée dans la convocation à la réunion. Il peut être passé outre à ce mode de convocation moyennant accord de chaque Administrateur confirmé par courrier ou par tout autre moyen de communication similaire. Il n'est pas nécessaire d'envoyer une convocation distincte pour chacune des réunions tenues aux heures et lieux précisés s'il existe à ce sujet un calendrier adopté préalablement par résolution du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur peut participer aux réunions du Conseil d'Administration en mandatant un autre Administrateur auquel il aura donné procuration par écrit (par tout moyen de communication). Un Administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout Administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence call, ou par tout moyen de communication équivalent permettant à tous les participants de la réunion de s'entendre. Cette méthode de participation à une assemblée constituera une présence physique à la réunion.

Les Administrateurs ne peuvent exercer leurs droits que dans le cadre de réunions, dûment convoquées, du Conseil d'Administration. Les Administrateurs ne peuvent engager la Société par leurs signatures individuelles, sauf disposition expressément prévue aux termes d'une résolution du Conseil d'Administration.

Les Administrateurs ne peuvent délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des Administrateurs sont présents ou représentés. Les décisions seront prises à la majorité des votes des Administrateurs présents ou représentés à cette réunion. Au cas où, lors d'une réunion, il y aurait partage des voix pour ou contre une résolution, le président de la réunion disposera d'une voix prépondérante.

Le Conseil d'Administration peut, le cas échéant, nommer des responsables de la Société, y compris un directeur général, un secrétaire, des directeurs généraux adjoints, des secrétaires adjoints ou autres responsables qu'il considère nécessaires au fonctionnement et à la gestion de la Société. Toute nomination de cet ordre peut être révoquée à tout moment par le Conseil d'Administration. Les responsables ainsi désignés ne doivent pas nécessairement être des Administrateurs ou des actionnaires de la Société. Les pouvoirs et obligations desdits responsables seront attribués par le Conseil d'Administration, sauf disposition contraire des présents Statuts.

Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs de gestion journalière de la Société et ses pouvoirs d'exécuter tout acte visant à la mise en application de la politique de la Société et à la réalisation de ses objectifs, à des personnes physiques ou morales qui ne doivent pas nécessairement être membres du Conseil d'Administration.

Les résolutions circulaires formulées par écrit, approuvées et signées par tous les Administrateurs, ont un effet identique à celui des résolutions votées lors des réunions du Conseil d'Administration. Ladite approbation sera confirmée par écrit (par tout moyen de communication) et tous les documents seront joints à cette résolution prouvant qu'une telle décision a été prise.

**Art. 14. Procès-verbal des réunions du conseil.** Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président «pro tempore» qui aura présidé la réunion.

Les copies ou extraits des procès-verbaux qui pourraient être produits dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement seront signés par le président, ou par le secrétaire, ou par deux Administrateurs.

**Art. 15. Choix des politiques d'investissement.** Le Conseil d'Administration aura le pouvoir, sur la base du principe de la répartition des risques, de déterminer la politique générale et d'investissement de la Société pour les investissements relatifs à chaque compartiment, et les orientations à suivre pour la gestion et les affaires de la Société.

**Art. 16. Indemnités.** La Société pourra indemniser un Administrateur ou responsable, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et curateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées dans le cadre de toute action, procès ou procédure auxquels il pourrait être partie en sa qualité, présente ou passée, d'Administrateur ou de responsable de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, Administrateur, directeur de toute autre Société dont la Société est actionnaire ou créancière et par laquelle il n'a pas le droit d'être indemnisé, sauf concernant des questions en vertu desquelles il serait condamné dans le cadre de cette action, procès ou procédure pour négligence grave ou mauvaise gestion; dans le cas

d'une transaction, une indemnisation sera versée uniquement en rapport avec les questions couvertes par ce règlement et pour lesquelles la Société est avisée par l'avocat que la personne à indemniser n'a pas commis cette infraction. Le droit à indemnisation susmentionnée n'exclut pas d'autres droits auxquels l'Administrateur pourrait prétendre.

**Art. 17. Engagements de la société.** Vis-à-vis de tiers, la Société est engagée par les signatures conjointes de deux Administrateurs ou personnes auxquels le Conseil d'Administration aura délégué ses pouvoirs.

**Art. 18. Réviseur d'entreprises.** Les données comptables figurant dans le rapport annuel de la Société seront établies par un réviseur («réviseur d'entreprise agréée») nommé par l'Assemblée générale des actionnaires et rémunéré par la Société. Le réviseur respectera l'ensemble des obligations prévues par la loi.

**Art. 19. Rachat et Conversion d'actions.** Comme plus spécialement décrit ci-dessous, la Société peut demander le rachat de ses propres parts à tout moment dans les limites prévues par la loi.

Tout actionnaire peut demander le rachat par la Société de tout ou partie de ses actions. Le prix de rachat sera payé au plus tard dans les 30 jours ouvrables bancaires à Luxembourg qui suivent la date de calcul de la Valeur Nette d'Inventaire applicable et correspondra à la Valeur Nette d'Inventaire déterminée pour le compartiment concerné conformément aux dispositions de l'article 21 ci-après, déduction faite des commissions prévues dans le document d'émission ou prospectus (les «documents de vente»). Si, dans des circonstances extraordinaires, les liquidités d'un compartiment en particulier ne suffisaient pas à honorer les paiements devant être effectués à cette période, le paiement aura lieu dès que possible par la suite. Dans ce cas, la Société pourra liquider certains avoirs du compartiment concerné ou procéder à des emprunts temporaires.

Dans le cas où des ordres de rachat excèdent 10% de la Valeur Nette d'Inventaire d'un compartiment, la Société peut décider de différer sur une base pro-rata, les ordres de rachats au prochain calcul de la Valeur Nette d'Inventaire. Dans ce cas de report d'ordres de rachat, les actions concernées seront rachetées à la Valeur Nette d'Inventaire par action, avec priorité, lors du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire à laquelle ils seront effectifs. A cette date d'évaluation, ces ordres de rachats seront traités suivant l'ordre de réception, du plus ancien au plus récent.

Toute demande de rachat devra se faire par écrit et sera déposée au siège social de la Société à Luxembourg ou auprès d'une autre personne ou entité désignée à cet effet par la Société.

Toutes les actions rachetées seront annulées. Toutes taxes ou charges perçues en rapport avec le rachat des actions de la Société seront à charge de la Société.

Sauf si le Conseil d'Administration décide d'interdire les conversions d'actions entre compartiment, les actionnaires peuvent demander la conversion de tout ou partie de leurs actions en actions d'un autre compartiment à la valeur nette d'inventaire respective des actions du compartiment concerné, étant entendu que le Conseil d'Administration pourra imposer certaines restrictions, notamment, concernant la fréquence des conversions, et pourra également soumettre les conversions au paiement d'une commission administrative.

Les détenteurs d'action de distribution auront le droit de convertir tout ou partie de leurs actions dans des actions de capitalisation et vice versa, à un prix égal à la Valeur Nette d'Inventaire respective applicable.

**Art. 20. Évaluations et Suspension des évaluations.** La Valeur Nette d'Inventaire des actions de la Société sera régulièrement déterminée par l'Agent administratif sous la responsabilité du Conseil d'Administration pour les actions de chaque compartiment, mais en aucun cas moins d'une fois par an, suivant ce que le Conseil d'Administration décidera par règlement (la date ou moment de détermination de la Valeur Nette d'Inventaire étant désignée dans les présents Statuts comme «jour d'Évaluation»), sachant cependant que dans tous les cas où un jour d'Évaluation tombe un jour férié ou jour férié bancaire au Luxembourg, ce jour est reporté au jour ouvrable bancaire suivant au Luxembourg.

La Valeur Nette d'Inventaire sera datée du dernier jour calendrier du mois précédent le jour d'Évaluation (Valeur Nette d'Inventaire applicable). Dans le cas d'une évaluation journalière, la Valeur Nette d'Inventaire sera datée du dernier jour calendrier précédent le jour d'Évaluation.

La Société peut suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire des actions de tout compartiment particulier ou de tous les compartiments, de même que l'émission et le remboursement des actions d'un ou de plusieurs compartiments ainsi que la conversion d'actions d'un compartiment à l'autre dans les cas suivants:

a) pendant une période au cours de laquelle un des principaux marchés ou Bourses de valeurs, quels qu'ils soient, sur lequel est coté une portion substantielle des investissements de la Société, attribuables à ce compartiment, est fermé pour un motif autre que les congés normaux, ou pendant laquelle les transactions portant sur ces investissements sont limitées ou suspendues; ou

b) en cas de conjoncture économique exceptionnelle entraînant l'impossibilité de céder ou évaluer les actifs détenus par la Société attribuables à un compartiment; ou

c) lors de toute rupture des moyens de communication normalement utilisés pour déterminer le cours ou la valeur d'investissements, quels qu'il soient, attribuables à un compartiment, ou le cours actuel ou la valeur de toute action à une Bourse des valeurs; ou

g) pendant toute période où la Société n'est pas en mesure de rapatrier des fonds en vue d'effectuer des paiements à la suite du rachat d'actions, ou pendant laquelle un transfert de fonds nécessaire à la réalisation ou l'acquisition d'actifs



ou aux paiements dus à la suite du rachat de ces actions, ne peut être effectué, de l'avis des Administrateurs, à un cours de change normal.

h) dès lors que l'Assemblée des actionnaires au cours de laquelle il sera proposé de dissoudre la Société a été convoquée; ou

i) à partir de la date effective de la décision de fermer un compartiment.

Tout actionnaire ayant demandé à être informé de la Valeur Nette d'Inventaire sera informé d'une telle suspension.

Cette suspension portant sur un compartiment n'aura pas d'effet sur le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire, l'émission, la souscription, le rachat et la conversion des actions d'un autre compartiment.

**Art. 21. Calcul de la valeur nette d'inventaire.** La Valeur Nette d'Inventaire par action est déterminée en divisant la valeur de l'ensemble des actifs de la Société, déduction faite des dettes de la Société, par le nombre total d'actions en circulation le jour d'Evaluation.

La Valeur Nette d'Inventaire par action d'un compartiment déterminé sera exprimée dans la devise de référence du compartiment concerné. La Valeur Nette d'Inventaire par action sera calculée en divisant les actifs nets du compartiment par le nombre total d'actions émises au sein de ce compartiment en tenant compte de l'allocation des actifs aux différentes catégories d'actions existantes et sera arrondie vers le haut ou vers le bas au centième entier le plus proche.

Le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire des différents compartiments sera effectué conformément les principes comptables reconnus au Luxembourg, Luxembourg GAAP:

A. Les actifs de la Société sont censés inclure:

- a) la totalité des espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts courus qui s'y rapportent;
- b) l'ensemble des traites, billets à vue et créances (y compris le produit des titres vendus, mais non livrés),
- c) l'ensemble des obligations, effets à terme, actions, valeurs, titres obligataires, droits de souscription, warrants, options et autres investissements et titres détenus par la Société ou auxquels elle aura souscrit;
- d) l'ensemble des titres, dividendes d'actions et distributions en espèces à recevoir par la Société dans la mesure où celle-ci dispose de suffisamment d'informations à ce sujet (à condition que la Société puisse procéder à des ajustements en fonction des fluctuations de la valeur de marché des titres, dues aux opérations ex-coupons, ex-droits ou à des pratiques similaires);
- e) tous les intérêts courus sur tout titre portant intérêts, détenu par la Société, sauf dans le cas où ces intérêts sont inclus dans, ou reflétés par le capital nominal de ces titres;
- f) les frais d'établissement de la Société, dans la mesure où ceux-ci n'ont pas été amortis, et à condition que lesdits frais d'établissement puissent être directement déduits du capital de la Société, et
- g) tous les autres actifs autorisés de tout type et de toute nature, y compris les charges payées d'avance.

La valeur de ces actifs sera déterminée de la façon suivante:

1. La valeur des liquidités disponibles ou en dépôt, effets et billets payables à vue, créances à recevoir, charges payées d'avance et dividendes et intérêts annoncés ou échus et qui n'ont pas encore été encaissés, sera constituée par la valeur nominale de ces actifs, sauf lorsqu'il paraît improbable que cette valeur pourra être réalisée en entier; auquel cas leur valeur sera déterminée en retranchant un montant jugé adéquat par le Conseil d'Administration en vue de refléter la valeur réelle de ces actifs;

2. La valeur des titres cotés ou négociés à une Bourse de valeurs se basera sur le dernier prix disponible à cette Bourse de valeurs;

3. La valeur des titres négociés sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public (le «marché réglementé») se basera sur le dernier prix disponible;

4. dans l'hypothèse où l'une des valeurs mobilières détenues en portefeuille par la Société le jour d'Evaluation en question, n'est pas cotée à une Bourse de valeurs ou négociée sur un quelconque marché réglementé ou si, au sujet de valeurs mobilières cotées à une Bourse de valeurs ou négociées sur un autre marché réglementé, le prix tel que déterminé conformément au paragraphe (2) et (3) n'est pas représentatif de la valeur de marché équitable des valeurs en question, le cours de ces valeurs mobilières sera basé sur le prix de vente tel qu'il peut être raisonnablement prévu, déterminé avec prudence et bonne foi.

5. Tous les investissements, soldes en espèces et autres avoirs de la Société qui sont libellés dans des devises autres que la devise de référence des différents compartiments seront valorisés en tenant compte des cours de marché ou de change en vigueur à la Date de Valeur Nette d'Inventaire applicable.

6. Les actions, parts ou titres de capital détenus dans des organismes de placement collectif ("OPC") seront valorisés à leur dernière Valeur Nette d'Inventaire disponible le Jour d'Evaluation concerné. Le cas échéant, ladite Valeur Nette d'Inventaire pourra être ajustée en fonction de la disponibilité d'états financiers, révisés ou non, publiés par l'organisme de placement collectif visé avant le Jour d'Evaluation. Les Administrateurs peuvent, dans le cadre du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire de la Société, se baser sur des valeurs nettes d'inventaire estimées fournies par les organismes de placement collectif sous-jacents, pour autant que les Administrateurs disposent d'assurances suffisantes concernant la méthode d'évaluation utilisée par l'OPC sous-jacent pour produire une valeur nette d'inventaire estimée afin qu'elle

corresponde de façon substantielle au mode de calcul retenu pour la production de la valeur nette d'inventaire officielle de l'OPC sous-jacent.

B. Les engagements de la Société sont censés inclure:

- a) les emprunts, traites et autres dettes exigibles;
- b) tous les frais administratifs échus ou à payer (y compris les commissions de conseil en investissement, de gestion, de banque dépositaire et des agents de la Société);
- c) toutes les dettes connues, présentes et à venir, y compris toutes les obligations contractuelles échues pour le paiement en espèces ou en biens, y compris le montant de tous les dividendes non payés déclarés par la Société lorsque le Jour d'Evaluation tombe à la date de clôture des registres pour la détermination de la personne habilitée à encaisser ces dividendes ou qu'elle est postérieure à cette date;
- e) une provision suffisante pour les impôts futurs sur le capital et les revenus le Jour d'Evaluation, déterminée par la Société, et d'autres réserves pour autant qu'elles soient autorisées et approuvées par le Conseil d'Administration et;
- e) toute autre dette de la Société, de quelque type et nature que ce soit, sauf les engagements représentés par des actions de la Société. Lors du calcul du montant de ces engagements, le Conseil d'Administration peut porter en compte des frais administratifs et autres dépenses de nature régulière ou récurrente sur la base d'un chiffre estimé d'avance pour des périodes annuelles ou autres, et pourra cumuler ces frais et dépenses en proportions égales sur une quelconque de ces périodes.

C. Les Administrateurs établiront un compte d'actifs intégré pour chaque compartiment eu égard à l'allocation des actifs entre les actions de distribution et de capitalisation de la manière suivante:

- a) le produit de l'émission des actions de compartiment sera enregistré dans les livres de la Société et porté au compte d'actifs intégré établi pour ce compartiment; l'actif, le passif, les revenus et les dépenses afférentes à ce compartiment seront imputés à ce compte intégré selon les dispositions du présent article;
- b) lorsqu'un actif dérive d'un autre actif, cet actif dérivé sera inscrit dans les livres de la Société au même compte intégré que les actifs dont il est issu et, à chaque réévaluation d'un actif, l'augmentation ou la diminution de valeur sera appliquée au compte intégré concerné;
- c) lorsque la Société encourt une dette relevant d'un actif appartenant à un compte intégré particulier ou d'une opération entreprise en rapport avec un actif d'un compte intégré, cette dette sera imputée au compte intégré concerné;
- d) au cas où un actif ou passif de la Société ne peut être considéré comme étant imputable à un compte intégré spécifique, cet actif ou ce passif sera imputé à tous les comptes intégrés au prorata de la Valeur Nette d'Inventaire des compartiments en question, étant entendu que tous les passifs, quel que soit le compte intégré auquel ils sont imputables, engagent globalement la Société, sauf disposition contraire convenue avec les créanciers;
- e) lors du paiement des dividendes aux détenteurs d'actions de distribution d'un compartiment quelconque, la Valeur Nette d'Inventaire de ces actions de distribution sera diminuée du montant de ces dividendes. Le montant correspondant revenant aux actions de capitalisation restera placé dans le Fonds en leur nom.

D. Aux fins des dispositions du présent Article:

- a) les actions de la Société à rembourser aux termes de l'Article 19 des présents Statuts seront considérées comme existantes et prises en compte jusque et immédiatement après la clôture des comptes le Jour d'Evaluation stipulé à l'Article 20, et à partir de cette date et jusqu'au paiement le prix sera par conséquent réputé être une dette de la Société;
- b) tous les investissements, soldes de trésorerie et autres actifs de la Société exprimés dans des devises autres que la devise du compartiment concerné seront évalués après prise en compte du taux du marché ou des taux de change en vigueur à la date et au moment de la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire des actions; et
- c) toute acquisition ou vente de titres réalisée par la Société tel Jour d'Evaluation prendra effet à cette date, dans la mesure du possible.

Le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, autoriser l'utilisation d'une autre méthode d'évaluation, s'il estime qu'une telle méthode reflète plus fidèlement la juste valeur de tout actif de la Société.

**Art. 22. Prix de souscription.** Lorsque la Société offre des actions en souscription, le prix par action auquel ces actions seront proposées et vendues sera équivalent à la Valeur Nette d'Inventaire déterminée de la manière stipulée ci-dessus pour le compartiment adéquate, augmenté d'une commission (le cas échéant) au taux prévu par le Document d'émission. Ce prix sera arrondi vers le haut ou vers le bas au centième entier le plus proche arrondi vers le haut dans la devise dans laquelle la Valeur Nette d'Inventaire du compartiment concerné a été calculée. La rémunération des agents chargés du placement des actions sera payée sur cette commission. Le prix ainsi fixé sera payé conformément à ce qui est déterminé dans l'Offering Memorandum.

Le Conseil d'Administration est autorisé, sans restriction aucune et à tout moment, à émettre des actions entièrement libérées à la Valeur Nette d'Inventaire ou à la Valeur Nette d'Inventaire respective par action, déterminée conformément aux dispositions de l'article 21, sans réserver aux actionnaires existants un droit de préférence à la souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout Administrateur dûment habilité ou à tout responsable de la Société ou à toute autre personne dûment habilitée, la charge d'accepter les souscriptions en vue de livrer les nouvelles actions et d'en recevoir le paiement.



Le prix de souscription (à l'exclusion des frais initiaux qui pourraient avoir été engagés le cas échéant) peut, sur approbation du Conseil d'Administration, et dans le respect des lois applicables notamment quant au rapport spécial d'audit établi par un réviseur indépendant confirmant la valeur de tous les actifs apportés en nature, être payé par l'apport à la Société de titres acceptés par le Conseil d'Administration et en conformité avec la politique d'investissement et dans le respect des restrictions en matière d'investissement de la Société.

**Art. 23. Frais.** Les frais suivants seront à la charge de la Société:

- les frais et dépenses des Administrateurs;
- la rémunération du conseiller en investissements et du gestionnaire d'investissements;
- tous les impôts susceptibles de grever les avoirs et les revenus de la Société;
- les commissions bancaires habituelles sur les transactions relatives aux titres détenus en portefeuille par la Société (ces frais seront inclus dans le prix d'acquisition et déduits du prix de vente);
- la rémunération des Agents Dépositaire, Domiciliaire, Administratif, Enregistreur et de Transfert; les frais de garde des banques, organismes de compensation et établissements financiers à qui la garde des actifs a été confiée;
- les frais d'avocats que peuvent encourir la Société ou l'Agent dépositaire en agissant dans l'intérêt des actionnaires;
- les frais de préparation et/ou d'enregistrement de tout document concernant la Société, y compris les déclarations d'enregistrement, les documents de vente et notices explicatives auprès de toutes les autorités légales dont relève la Société ou l'offre d'actions de la Société, les frais de préparation et de diffusion des rapports annuels, semestriels et autres rapports ou documents nécessaires dans les langues requises à l'intention des actionnaires, conformément aux lois ou règlements en vigueur des autorités susmentionnées; les frais de comptabilité, de tenue des livres et de calcul de la Valeur Nette d'Inventaire; les frais de préparation et de diffusion d'avis publics à l'intention des actionnaires; les droits d'inscription à la Cote, les honoraires des avocats et commissaires aux comptes et toute charge administrative similaire.

Tous les frais récurrents seront imputés en premier lieu aux revenus de l'exercice en cours, puis aux plus-values, puis aux actifs.

Les frais et dépenses encourus dans le cadre de la constitution de la Société et l'émission d'actions mentionnées ci-dessus, y compris ceux engagés pour la préparation et publication des documents de vente, tous les frais légaux et d'impression, certains frais de lancement (y compris les frais de publicité) et les frais de premier établissement, seront à charge de la Société et feront l'objet d'un amortissement linéaire sur une période de 5 ans.

**Art. 24. Exercice financier.** L'exercice comptable de la Société commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se clôturera le 31 décembre de chaque année.

Les comptes de la Société seront exprimés en EUR. Lorsqu'il y a différents compartiments, ainsi que le prévoit l'Article 5 des présents Statuts, et si les comptes de ces compartiments sont exprimés dans différentes devises, ces comptes seront convertis en EUR et additionnés aux fins d'établir les comptes de la Société.

**Art. 25. Affectation du résultat.** L'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration pour chaque compartiment, décidera de l'affectation des revenus d'investissement annuels nets du revenu net annuel des investissements, des plus-values réalisées ainsi que des plus-values non réalisées après déduction des moins-values non réalisées. Le paiement de dividendes sera fixé par les porteurs d'actions de distribution lors de l'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration. Les montants correspondants applicables aux actions de capitalisation ne seront pas payés mais demeureront investis dans la Société pour leur compte. Dans le cas où un dividende est distribué aux actions de distribution, la valeur nette d'inventaire de ces dernières sera diminuée du montant total du dividende.

L'attribution de dividendes peut se faire pour quelque montant que ce soit (y compris un remboursement effectif du capital) pour autant qu'après la distribution, la Valeur Nette d'Inventaire de la Société soit toujours supérieure au capital minimum de EUR 1.250.000,00-. Toutefois, la nature de la distribution (capital ou revenu) doit être communiquée.

Toute résolution de l'Assemblée générale des actionnaires au sujet du dividende à distribuer aux actions d'un compartiment sera, en outre, soumise à un vote préalable, à la majorité des voix des détenteurs des actions concernées, tel qu'indiqué plus haut.

Les dividendes déclarés peuvent être payés dans la devise de référence de la catégorie d'actions concernée ou dans toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration, aux lieux et dates que le Conseil d'Administration fixera. Le Conseil d'Administration prendra une décision en dernier ressort concernant le taux de change applicable à la conversion des fonds de dividendes dans la devise de leur paiement.

Le Conseil d'Administration est autorisé à mettre en paiement des dividendes intérimaires.

**Art. 26. Répartition en cas de liquidation.** La Société peut être dissoute à tout moment, moyennant une résolution de l'Assemblée générale des actionnaires. La liquidation sera effectuée conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise applicable aux modifications statutaires et la Loi.

Si le capital social tombe en dessous des deux tiers du capital minimum stipulé à l'article 5, la question de la dissolution de la Société sera soumise à l'Assemblée générale des actionnaires par le Conseil d'Administration. L'Assemblée générale statuera, sans condition de quorum, sur cette dissolution à la majorité simple des actions représentées à l'assemblée.

La question de la dissolution de la Société sera en outre soumise à l'Assemblée générale des actionnaires si le capital social tombe en dessous du quart du capital minimum défini par l'article 5, auquel cas, l'assemblée aura lieu sans exigence de quorum et la dissolution pourra être décidée par les actionnaires détenant un quart des actions lors de l'assemblée.

L'assemblée devra être convoquée dans les quarante jours à compter de la date à laquelle il a été établi que l'actif net de la Société est tombé sous la barre des deux tiers ou du quart du minimum légal, selon le cas.

Dans l'éventualité de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'Assemblée des actionnaires appelés à statuer sur cette dissolution, et qui déterminera leurs pouvoirs et fixera leur rémunération. Le produit net de la liquidation correspondant à chaque compartiment d'actions sera distribué par les liquidateurs aux détenteurs d'actions de chaque compartiment proportionnellement à leur participation en actions dans le compartiment.

Le liquidateur fera ce qui est en son pouvoir pour résilier, vendre ou céder de toute autre manière tout investissement en cours de la Société.

Le liquidateur distribuera aux actionnaires l'actif auquel ils ont droit conformément aux dispositions des Statuts et du Document d'émission et agira conformément à la législation et aux règlements applicables.

Le Conseil d'Administration peut également à tout moment soumettre la liquidation de l'un ou de plusieurs compartiments de la Société aux actionnaires de ce(s) compartiment(s) en convoquant une Assemblée générale des actionnaires du ou des compartiment(s) concerné(s) dans les cas suivants:

- Si, pour une raison ou une autre, la valeur du total des actifs nets d'un compartiment n'ont pas atteint un montant minimum ou a baissé en dessous de ce montant minimum qui est le niveau minimum nécessaire à un fonctionnement efficace, d'un point de vue économique, de ce compartiment ou,
- Si les conditions politiques, monétaires et/ou économiques viennent à changer,
- Si des mesures de rationalisation économique s'imposent.

La décision de liquider un ou plusieurs compartiments de la SICAV est, dans tous cas, sujet à une résolution adoptée par l'assemblée générale des actionnaires du ou des compartiment (s) à la majorité simple des voix exprimées.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, jusqu'à l'exécution de la décision de liquidation, la Société continuera d'assurer le rachat ou la conversion d'actions du compartiment concerné par la liquidation, en tenant compte des coûts de liquidation mais sans déduire de commission de rachat conformément au Document d'Emission. Les frais de constitution seront totalement amortis.

Les montants non réclamés par les actionnaires à la clôture de la liquidation de la Société ou du compartiment concerné seront déposés auprès de la banque dépositaire pour une période n'excédant pas six mois à compter de la date de clôture. Au terme de cette période, les montants seront déposés à la Caisse de Consignation.

**Art. 27. Fusion de compartiments.** Le Conseil d'Administration peut également, dans des circonstances identiques à celles décrites ci-dessus, soumettre à l'assemblée générale des actionnaires d'un compartiment de fermer ce compartiment par le biais d'une fusion avec un autre compartiment de la Société ou un autre organisme de placement collectif.

En outre, l'assemblée des actionnaires d'un compartiment peut être convoquée par le conseil d'administration afin de décider de la fusion, dans les conditions de quorum requises par les statuts de la SICAV, à condition que cette fusion soit dans l'intérêt des actionnaires de ce compartiment.

La décision de fusionner un compartiment de la SICAV est, dans tous les cas, adoptée par l'assemblée générale des actionnaires du compartiment concerné à la majorité simple des voix exprimées.

**Art. 28. Modification des statuts.** Les présents Statuts peuvent être modifiés le cas échéant par une Assemblée des actionnaires remplissant les conditions de quorum et de majorité exigées par les lois du Luxembourg. En outre, toute modification affectant directement ou indirectement les droits des actionnaires d'un compartiment par rapport à ceux d'un autre compartiment sera soumise à la décision des actionnaires de ce compartiment en accord avec les conditions de quorum et de majorité prévue par la loi pour chaque compartiment concerné.

**Art. 29. Dispositions générales.** Toute question non régie par les présents Statuts sera réglée conformément à la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales et aux amendements qui s'y rapportent, et à la loi du 13 février 2007 sur les fonds d'investissement spécialisés.»

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide de nommer Monsieur Gilbert Cornelissen, son adresse professionnelle est Boulevard du Régent 8, B-1000 Bruxelles, né à Hasselt (Belgique), le 15 octobre 1952, comme administrateur pour une durée de six ans.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET, A. SIEBENALER, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 février 2011. Relation: LAC/2011/7374. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).  
Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 février 2011.

Référence de publication: 2011025524/1120.

(110030703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

**Quitou International Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1370 Luxembourg, 84, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 107.750.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045009/10.

(110049441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**Quitou International Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1370 Luxembourg, 84, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 107.750.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045010/10.

(110049445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**EKIAM S. à r. l. & Cie. C.O. Zweite S.e.c.s., Société en Commandite simple,  
(anc. INNCONA S.à r.l. & Cie. Cinquante-huitième (58.) S.e.c.s.).**

Siège social: L-6720 Grevenmacher, 16, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 149.753.

Durch Einschreibebriefe vom 11.11.2010 wurden die Gesellschafter der "EKIAM S. à r. l. & Cie CO. Zweite S.e.c.s.", vormals INNCONA S.à r.l. & Cie Cinquante huitième (58.) zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung einberufen, welche am 10.12.2010, um 10:00 Uhr in den Geschäftsräumen der EKIAM Management S.à r.l., geschäftsansässig 16, rue de l'église, L-6720 Grevenmacher stattfinden sollte. Die Komplementärin weigerte sich mit Schreiben vom 19.11.2010 die Gesellschafterversammlung durchzuführen.

Die Tagesordnung der außerordentlichen Gesellschafterversammlung lautete wie folgt:

*Tagesordnung*

1. Auflösung der Gesellschaft
2. Ernennung des Liquidators
3. Verschiedenes.

Aufgrund der Weigerung der Komplementärin, das Liquidationsverfahren zu betreiben, beschließt die Gesellschaft durch den allein stimmberechtigten Kommanditisten am 05.01.2011 Folgendes::

Die Versammlung benennt ein Büro und zwar:

- zum Vorsitzenden Ass. Jur. Peter Seidel, expert comptable mit Berufsadresse in 7, Am leweschten Flouer L- 6691 Moersdorf,
- zum Schriftführer RA Martin Seidel, Rechtsanwalt mit Berufsadresse in D- Wallstrasse 16, 40213 Düsseldorf,
- zum Stimmzähler RA Dr. Winfried Niggemeyer, Rechtsanwalt mit Berufsadresse in D - Stefan-George-Straße 13, 54295 Trier.

A.- Der Vorsitzende erklärt die Sitzung in dessen Geschäftsräumen eröffnet am 05.01.2011 um 11:00 Uhr.

Aus einer vom Büro erstellten Anwesenheitsliste geht die Zahl der Gesellschafter, die in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind sowie die Zahl der Anteile die sie halten, hervor. Diese Anwesenheitsliste ist vom Büro und den Gesellschaftern respektiv deren Vertretern unterzeichnet. Ebenso sind die Vollmachten vom Büro parapiert. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

B.- Die Gesellschafterversammlung, welche mittels Einschreibebriefe an alle Gesellschafter vom 11.11.2010 mitsamt Tagesordnung einberufen wurde, und im Einverständnis aller stimmberechtigten Gesellschafter auf den 05.01.2011 verlegt wurde, ist rechtsgültig einberufen.

C- Die Tagesordnung sieht folgende Punkte vor:

*Tagesordnung*

1. Auflösung der Gesellschaft
2. Ernennung / Bestätigung des Liquidators
3. Verschiedenes.

Nach Diskussion, nimmt die Generalversammlung einstimmig und über jeden Punkt einzeln folgende Beschlüsse:

*Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt die EKIAM S. à r. l. & Cie CO. Zweite S.e.cs, mit Gesellschaftersitz in L-6720 Grevenmacher, mit sofortiger Wirkung aufzulösen, (mise en liquidation avec effet Immédiat).

*Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, mit sofortiger Wirkung als Liquidator Ass. Jur. Peter Seidel, expert comptable mit Berufsadresse in 7, Am leweschten Flouer L- 6691 Moersdorf der Gesellschaft zu ernennen (Art. 6 Abs. 4 der Statuten). Die ursprünglich hierfür vorgesehene Komplementärin wird aus Gründen der Interessenkollision und wegen Störung des Vertrauensverhältnisses nicht eingesetzt.

*Dritter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung ersucht den Liquidator dringlich den Liquidationsbeschluss im Handelsregister zu hinterlegen und dessen Veröffentlichung im Memorial C zu beantragen.

Nachdem kein weiterer Punkt mehr angeschnitten wurde, ist Gesellschafterversammlung um 12:00 Uhr für beendet erklärt worden.

Hiesiges Protokoll ist während der Gesellschafterversammlung in Luxemburg den 05.01.2011 gefertigt worden.

Rechtsanwälte Ricken und Partner GbR

...

Unterschriften

Référence de publication: 2011025196/57.

(110029329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

---

**Quitou International Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1370 Luxembourg, 84, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 107.750.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045011/10.

(110049448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**UBS Luxembourg Diversified Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 83.346.

Les comptes annuels au 30 novembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour UBS DIVERSIFIED LUXEMBOURG SICAV*

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Holger Rüth / Martin Rausch

*Director / Director*

Référence de publication: 2011045037/13.

(110049757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**Quitou International Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1370 Luxembourg, 84, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 107.750.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045012/10.

(110049453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**Quitou International Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1370 Luxembourg, 84, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 107.750.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045013/10.

(110049457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**EKIAM S. à r. l. & Cie. C.O. Erste S.e.c.s., Société en Commandite simple,  
(anc. INNCONA S.à r.l. & Cie. Cinquante septième (57.) S.e.c.s.).**

Siège social: L-6720 Grevenmacher, 16, rue de l'Eglise.  
R.C.S. Luxembourg B 149.747.

Durch Einschreibebriefe vom 11.11.2010 wurden die Gesellschafter der "EKIAM S. à r. l. & Cie CO. Erste S.e.c.s.", vormals INNCONA S.à r.l. & Cie Cinquante-septième (57.) zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung einberufen, welche am 10.12.2010, um 10:00 Uhr in den Geschäftsräumen der EKIAM Management S.à r.l., geschäftsansässig 16, rue de l'glise, L-6720 Grevenmacher stattfinden sollte. Die Komplementärin weigerte sich mit Schreiben vom 19.11.2010 die Gesellschafterversammlung durchzuführen.

Die Tagesordnung der außerordentlichen Gesellschafterversammlung lautete wie folgt:

*Tagesordnung*

1. Auflösung der Gesellschaft
2. Ernennung des Liquidators
3. Verschiedenes.

Aufgrund der Weigerung der Komplementärin, das Liquidationsverfahren zu betreiben, beschließt die Gesellschaft durch den allein stimmberechtigten Kommanditisten am 05.01.2011 Folgendes:

Die Versammlung benennt ein Büro und zwar:

zum Vorsitzenden Ass. Jur. Peter Seidel, expert comptable mit Berufsadresse in 7, Am leweschten Flouer L- 6691 Moersdorf,

zum Schriftführer RA Martin Seidel, Rechtsanwalt mit Berufsadresse in D- Wallstrasse 16, 40213 Düsseldorf,

zum Stimmzähler RA Dr. Winfried Niggemeyer, Rechtsanwalt mit Berufsadresse in D - Stefan-George-Straße 13, 54295 Trier.

A - Der Vorsitzende erklärt die Sitzung in dessen Geschäftsräumen eröffnet am 05.01.2011 um 11:00 Uhr.

Aus einer vom Büro erstellten Anwesenheitsliste geht die Zahl der Gesellschafter, die in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind sowie die Zahl der Anteile die sie halten, hervor. Diese Anwesenheitsliste ist vom Büro und den Gesellschaftern respektiv deren Vertretern unterzeichnet. Ebenso sind die Vollmachten vom Büro paraphiert. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

B.- Die Gesellschafterversammlung, welche mittels Einschreibebriefe an alle Gesellschafter vom 11.11.2010 mitsamt Tagesordnung einberufen wurde, und im Einverständnis aller stimmberechtigten Gesellschafter auf den 05.01.2011 verlegt wurde, ist rechtsgültig einberufen.

C- Die Tagesordnung sieht folgende Punkte vor:

*Tagesordnung*

1. Auflösung der Gesellschaft
2. Ernennung / Bestätigung des Liquidators

### 3. Verschiedenes.

Nach Diskussion, nimmt die Generalversammlung einstimmig und über jeden Punkt einzeln folgende Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt die EKIAM S. à r. l. & Cie CO. Erste S.e.cs, mit Gesellschaftersitz in L-6720 Grevenmacher, mit sofortiger Wirkung aufzulösen, (mise en liquidation avec effet Immédiat).

#### *Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, mit sofortiger Wirkung als Liquidator Ass. Jur. Peter Seidel, expert comptable mit Berufsadresse in 7, Am leweschten Flouer L- 6691 Moersdorf der Gesellschaft zu ernennen (Art. 6 Abs. 4 der Statuten). Die ursprünglich hierfür vorgesehene Komplementärin wird aus Gründen der Interessenkollision und wegen Störung des Vertrauensverhältnisses nicht eingesetzt.

#### *Dritter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung ersucht den Liquidator dringlich den Liquidationsbeschluss im Handelsregister zu hinterlegen und dessen Veröffentlichung im Memorial C zu beantragen.

Nachdem kein weiterer Punkt mehr angeschnitten wurde, ist Gesellschafterversammlung um 12:00 Uhr für beendet erklärt worden.

Hiesiges Protokoll ist während der Gesellschafterversammlung in Luxemburg den 05.01.2011 gefertigt worden.

Rechtsanwälte Ricken und Partner GbR

...

Unterschriften

Référence de publication: 2011025195/57.

(110029323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

### **Quitou International Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1370 Luxembourg, 84, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 107.750.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045014/10.

(110049460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

### **EKIAM S. à r. l. & Cie. KL.Z. Erste S.e.c.s., Société en Commandite simple, (anc. INNCONA S.à r.l. & Cie. Vingt-quatrième (24.) S.e.c.s.).**

Siège social: L-6720 Grevenmacher, 16, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 149.899.

Durch Einschreibebriefe vom 11.11.2010 wurden die Gesellschafter der "EKIAM S. à r. l. & Cie KL.Z. Erste S.e.c.s.", vormalig INNCONA S.à r.l. & Cie vingt-quatrième (24.) zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung einberufen, welche am 10.12.2010, um 10:00 Uhr in den Geschäftsräumen der EKIAM Management S.à r.l., geschäftsansässig 16, rue de l'eglise, L-6720 Grevenmacher stattfinden sollte. Die Komplementärin weigerte sich mit Schreiben vom 19.11.2010 die Gesellschafterversammlung durchzuführen.

Die Tagesordnung der außerordentlichen Gesellschafterversammlung lautete wie folgt:

#### *Tagesordnung*

1. Auflösung der Gesellschaft
2. Ernennung des Liquidators
3. Verschiedenes.

Aufgrund der Weigerung der Komplementärin, das Liquidationsverfahren zu betreiben, beschließt die Gesellschaft durch den allein stimmberechtigten Kommanditisten am 05.01.2011 Folgendes:

Die Versammlung benennt ein Büro und zwar:

zum Vorsitzenden Ass. Jur. Peter Seidel, expert comptable mit Berufsadresse in 7, Am leweschten Flouer L- 6691 Moersdorf,

zum Schriftführer RA Martin Seidel, Rechtsanwalt mit Berufsadresse in D- Wallstrasse 16, 40213 Düsseldorf,



zum Stimmzähler RA Dr. Winfried Niggemeyer, Rechtsanwalt mit Berufsadresse in D - Stefan-George-Straße 13, 54295 Trier.

A.- Der Vorsitzende erklärt die Sitzung in dessen Geschäftsräumen eröffnet am 05.01.2011 um 11:00 Uhr.

Aus einer vom Büro erstellten Anwesenheitsliste geht die Zahl der Gesellschafter, die in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind sowie die Zahl der Anteile die sie halten, hervor. Diese Anwesenheitsliste ist vom Büro und den Gesellschaftern respektiv deren Vertretern unterzeichnet. Ebenso sind die Vollmachten vom Büro parapiert. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

B.- Die Gesellschafterversammlung, welche mittels Einschreibebriefe an alle Gesellschafter vom 11.11.2010 mitsamt Tagesordnung einberufen wurde, und im Einverständnis aller stimmberechtigten Gesellschafter auf den 05.01.2011 verlegt wurde, ist rechtsgültig einberufen.

C.- Die Tagesordnung sieht folgende Punkte vor:

*Tagesordnung*

1. Auflösung der Gesellschaft
2. Ernennung / Bestätigung des Liquidators
3. Verschiedenes.

Nach Diskussion, nimmt die Generalversammlung einstimmig und über jeden Punkt einzeln folgende Beschlüsse:

*Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt die EKIAM S. à r. l. & Cie Kl.Z. Erste S.e.cs, mit Gesellschaftersitz in L-6720 Grevenmacher, mit sofortiger Wirkung aufzulösen, (mise en liquidation avec effet Immédiat).

*Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, mit sofortiger Wirkung als Liquidator Ass. Jur. Peter Seidel, expert comptable mit Berufsadresse in 7, Am leweschten Flouer L- 6691 Moersdorf der Gesellschaft zu ernennen (Art. 6 Abs. 4 der Statuten). Die ursprünglich hierfür vorgesehene Komplementärin wird aus Gründen der Interessenkollision und wegen Störung des Vertrauensverhältnisses nicht eingesetzt.

*Dritter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung ersucht den Liquidator dringlich den Liquidationsbeschluss im Handelsregister zu hinterlegen und dessen Veröffentlichung im Memorial C zu beantragen.

Nachdem kein weiterer Punkt mehr angeschnitten wurde, ist Gesellschafterversammlung um 12:00 Uhr für beendet erklärt worden.

Hiesiges Protokoll ist während der Gesellschafterversammlung in Luxemburg den 05.01.2011 gefertigt worden.  
Rechtsanwälte Ricken und Partner GbR

...

Unterschriften

Référence de publication: 2011025206/57.

(110029346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

**Rembrandt IV Sà r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.020.275,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 88.974.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Pour extrait conforme

Rembrandt IV S.à. r.l.

Mlle Axelle De Donker

Référence de publication: 2011044195/14.

(110049461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.



**S.P.P.F. S.A. (Société de Prise de Participation Financière), Société Anonyme.**

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 90.969.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011045023/10.

(110049336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**EKIAM S. à r. l. & Cie. KL.Z. Zweite S.e.c.s., Société en Commandite simple,  
(anc. INNCONA S.à r.l. & Cie. Vingt-cinquième (25.) S.e.c.s.).**

Siège social: L-6720 Grevenmacher, 16, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 149.898.

Durch Einschreibebriefe vom 11.11.2010 wurden die Gesellschafter der "EKIAM S. à r. l. & Cie KL.Z. Zweite S.e.c.s.", vormals INNCONA S.à r.l. & Cie vingt-cinquième (25.) zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung einberufen, welche am 10.12.2010, um 10:00 Uhr in den Geschäftsräumen der EKIAM Management S.à r.l., geschäftsansässig 16, rue de l'eglise, L-6720 Grevenmacher stattfinden sollte. Die Komplementärin weigerte sich mit Schreiben vom 19.11.2010 die Gesellschafterversammlung durchzuführen.

Die Tagesordnung der außerordentlichen Gesellschafterversammlung lautete wie folgt:

*Tagesordnung:*

1. Auflösung der Gesellschaft
2. Ernennung des Liquidators
3. Verschiedenes.

Aufgrund der Weigerung der Komplementärin, das Liquidationsverfahren zu betreiben, beschließt die Gesellschaft durch den allein stimmberechtigten Kommanditisten am 05.01.2011 Folgendes:

Die Versammlung benennt ein Büro und zwar:

zum Vorsitzenden Ass. Jur. Peter Seidel, expert comptable mit Berufsadresse in 7, Am leweschten Flouer L- 6691 Moersdorf,

zum Schriftführer RA Martin Seidel, Rechtsanwalt mit Berufsadresse in D- Wallstrasse 16, 40213 Düsseldorf,

zum Stimmzähler RA Dr. Winfried Niggemeyer, Rechtsanwalt mit Berufsadresse in D - Stefan-George-Straße 13, 54295 Trier.

A.- Der Vorsitzende erklärt die Sitzung in dessen Geschäftsräumen eröffnet am 05.01.2011 um 11:00 Uhr.

Aus einer vom Büro erstellten Anwesenheitsliste geht die Zahl der Gesellschafter, die in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind sowie die Zahl der Anteile die sie halten, hervor. Diese Anwesenheitsliste ist vom Büro und den Gesellschaftern respektiv deren Vertretern unterzeichnet. Ebenso sind die Vollmachten vom Büro paraphiert. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

B.- Die Gesellschafterversammlung, welche mittels Einschreibebriefe an alle Gesellschafter vom 11.11.2010 mitsamt Tagesordnung einberufen wurde, und im Einverständnis aller stimmberechtigten Gesellschafter auf den 05.01.2011 verlegt wurde, ist rechtsgültig einberufen.

C- Die Tagesordnung sieht folgende Punkte vor:

*Tagesordnung:*

1. Auflösung der Gesellschaft
2. Ernennung / Bestätigung des Liquidators
3. Verschiedenes.

Nach Diskussion, nimmt die Generalversammlung einstimmig und über jeden Punkt einzeln folgende Beschlüsse:

*Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt die EKIAM S. à r. l. & Cie Kl.Z. Zweite S.e.cs, mit Gesellschaftersitz in L-6720 Grevenmacher, mit sofortiger Wirkung aufzulösen, (mise en liquidation avec effet Immédiat).

*Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, mit sofortiger Wirkung als Liquidator Ass. Jur. Peter Seidel, expert comptable mit Berufsadresse in 7, Am le-weschten Flouer L- 6691 Moersdorf der Gesellschaft zu ernennen (Art. 6 Abs. 4 der

Statuten). Die ursprünglich hierfür vorgesehene Komplementärin wird aus Gründen der Interessenkollision und wegen Störung des Vertrauensverhältnisses nicht eingesetzt

*Dritter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung ersucht den Liquidator dringlich den Liquidationsbeschluss im Handelsregister zu hinterlegen und dessen Veröffentlichung im Memorial C zu beantragen.

Nachdem kein weiterer Punkt mehr angeschnitten wurde, ist Gesellschafterversammlung um 12.00 Uhr für beendet erklärt worden.

Hiesiges Protokoll ist während der Gesellschafterversammlung in Luxemburg den 05.01.2011 gefertigt worden.

Rechtsanwälte Ricken und Partner GbR

Unterschriften

Référence de publication: 2011025207/56.

(110029351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

---

**San Prince Management, Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 130.017.

Les comptes annuels au 31/12/09 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045026/10.

(110049920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**Stripes S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 115.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011045031/10.

(110049401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**3i Infrastructure (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 124.469.

Les comptes annuels au 31 March 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2011045041/11.

(110049464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

---

**HDI Financing Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.

R.C.S. Luxembourg B 158.962.

STATUTES

In the year two thousand ten, on the twenty-third of December.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

9229-9825 Québec Inc., a company incorporated under the laws of the Province of Quebec and having its registered office at 1111, Saint-Charles Street West, Suite 658, East Tower, Complexe Saint-Charles, Longueuil, Quebec, Canada J4K 5G4, registered with the enterprise registrar of Quebec under number 1166974700,

hereby represented by Jean-Marc Delcour, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy established on 8 December 2010.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**Art. 1. Corporate form.** There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles").

**Art. 2. Corporate object.**

2.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

2.3 The Company may advance or lend money to any company belonging to the same group as the Company. For the purpose of this article, the notion of group shall include and be limited to parent companies of the Company, subsidiaries and entities in which the parent companies or their subsidiaries hold a direct or indirect participation (each hereafter referred to as a "Group Company"). The Company may subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Group Company, with or without a security interest.

2.4 The Company may also enter into any guarantee, pledge or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company or of group companies.

2.5 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.6 The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Denomination.** The Company will have the denomination "HDI Financing Luxembourg S.à r.l.".

**Art. 5 Registered office.**

5.1 The registered office is established in Luxembourg-City.

5.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

5.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole director (gérant) or in case of plurality of directors (gérants), by a decision of the board of directors (conseil de gérance).

5.4 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6. Share capital - Shares.**

6.1 - Subscribed Share Capital

6.1.1 The Company's corporate capital is fixed at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares (parts sociales) of one United States Dollars (USD 1.00) each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.1.2 At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law; In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the single shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 - Modification of Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 8 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

6.3 - Profit Participation

Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.4 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

## 6.5 - Transfer of Shares

6.5.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

6.5.2 In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of Article 189 and 190 of the Law.

6.5.3 Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

6.5.4 Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

## 6.6 - Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

## Art. 7. Management.

### 7.1 - Appointment and Removal

7.1.1 The Company is managed by a sole director (gérant) or more directors (gérants). If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance), composed of one or more class A directors (gérants de classe A) and one or more class B directors (gérants de classe B). The director(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

7.1.2 The director(s) (gérant(s)) is/are appointed by the general meeting of shareholders.

7.1.3 A director (gérant) may be revoked ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

7.1.4 The sole director (gérant) and each of the members of the board of directors (conseil de gérance) shall not be compensated for his/their services as director (gérant), unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders. The Company shall reimburse any director (gérant) for reasonable expenses incurred in the carrying out of his office, including reasonable travel and living expenses incurred for attending meetings on the board, in case of plurality of directors (gérants).

### 7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (conseil de gérance).

### 7.3 - Representation and Signatory Power

7.3.1 In dealing with third parties as well as in justice, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article 7.3 shall have been complied with.

7.3.2 The Company shall be bound by the sole signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the joint signature of one class A director (gérant de classe A) and one class B director (gérant de classe B).

7.3.3 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

7.3.4 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

### 7.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Procedures

7.4.1 The board of directors (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director (gérant) and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

7.4.2 Any meeting shall be held upon call by any director (gérant) at the address indicated in the convening notice. The convening notice, containing the agenda, shall be sent by letter (sent by registered letter or special courier), telegram, telex, e-mail or facsimile to the directors (gérants) (at their business address) at least three (3) calendar days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least twenty-four (24) hours prior to the hour set for such meeting by facsimile and/or telegram and/or e-mail shall be sufficient. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or telex of each director (gérant). Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors (conseil de gérance). All reasonable efforts will be afforded so that, sufficiently in advance of any meeting of the board of directors (conseil de gérance) each director (gérant) is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the board of directors (conseil de gérance) at such meeting.

7.4.3 The resolutions of the board of directors (conseil de gérance) shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman and the secretary, or by a notary public, and recorded in the corporate book of the Company.

7.4.4 Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director (gérant).

7.4.5 The board of directors (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (conseil de gérance), with at least one class A director (gérant de classe A) and one class B director (gérant de classe B) present or represented.

7.4.6 In case of plurality of directors (gérants), resolutions shall be taken by a majority of the votes of the directors (gérants) present or represented at such meeting, including at least the favorable vote of one class A director (gérant de classe A) and one class B director (gérant de classe B).

7.4.7 Any director may act at any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by appointing in writing another director (gérant) as his proxy. A director (gérant) may also appoint another director to represent him at the meeting of the board of directors (conseil de gérance) otherwise than in writing, subject to a confirmation in writing at a later stage.

7.4.8 Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the directors' (gérants) meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

7.4.9 Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

#### 7.5 -Liability of Directors (gérants)

Any director (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company.

### **Art. 8. General shareholders' meeting.**

8.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

8.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

8.3 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

8.4 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

### **Art. 9. Annual general shareholders' meeting.**

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five, an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the first Monday of the month of June.

9.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

**Art. 10. Audit.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

### **Art. 11. Fiscal year – Annual accounts.**

#### 11.1 – Fiscal Year

The Company's fiscal year starts on the 1<sup>st</sup> of April and ends on the 31<sup>st</sup> of March of each year.

#### 11.2 - Annual Accounts

11.2.1 At the end of each fiscal year, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

11.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200.

## **Art. 12. Distribution of profits.**

### 12.1 General Principles

12.1.1 The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

12.1.2 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

12.1.3 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share (part sociale) holding in the Company.

### 12.2 Interim Dividends

Distributions of interim dividends are permitted insofar as they abide by the rules of this article 12.2. and subject to any rule in addition to these as determined by the sole manager (gérant) or, in case of plurality of directors (gérants), by the board of directors (conseil de gérance), together with the shareholder(s):

- The sole manager (gérant) or, in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) shall have exclusive competence to take the initiative to declare interim dividends and allow the distribution of such interim dividends as it deems appropriate and in accordance with the Company's corporate interest.

- In this respect, sole manager (gérant) or, in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) is exclusively competent to decide the amount of the sums available for distribution and the opportunity of such distribution, based on the supporting documentation and principles contained in these Articles and on any agreement possibly entered into from time to time between the shareholder(s).

- The decision of the sole manager (gérant) or, in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) shall be supported by interim financial statements of the Company dated no more than two (2) months before such decision of sole manager (gérant) or, in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) and showing sufficient funds available for distribution provided that the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the last fiscal year, or, during the first fiscal year of the Company, since the incorporation of the Company, increased by profits carried forward and distributable reserves, and decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Law or the Articles.

- The distribution of interim dividends shall be limited to the amount of the distributable profit as it appears on the above mentioned interim financial statements of the Company. The sole manager (gérant) or, in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) may mandate an independent auditor to review such interim financial statements in order to confirm the sum available for distribution.

## **Art. 13. Dissolution - Liquidation.**

13.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

13.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles.

13.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 14. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

**Art. 15. Modification of articles.** The Articles may be amended from time to time, and in case of plurality of shareholders, by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

### *Transitional dispositions*

The first fiscal year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the on the 31<sup>st</sup> of March 2012.

### *Subscription*

The Articles having thus been established, the party appearing declares to subscribe for the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares	Subscribed amount (USD)	% of share capital
9229-9825 Québec Inc. ....	20,000	20,000	100%



All the shares have been paid-up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,200.

#### *Resolutions of the shareholder(s)*

1. The Company will be administered by the following directors (gérants) for an undetermined period:

##### *Class A directors (gérants de classe A):*

a. Mr. Stewart Kam Cheong, independent auditor, born on 22 July 1962, in Port Louis (Mauritius), residing professionally at 6C, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg;

b. Mr. Herman Schommarz, accountant, born on 20 November 1970, in Amersfoort (South Africa), residing professionally at 6C, Parc d'Activité Syrdall, L5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg; and

##### *Class B director (gérant de classe B):*

c. Mr. Gabriel Duval, chartered accountant, born on 30 November 1948, in Saint-Sébastien, Québec (Canada), residing professionally at 7570 Tremblay, Brossard, Quebec, Canada J4W 2Y5.

2. The registered office of the Company shall be established at 10, rue de Reims, L-2417 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party/parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person(s) and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the person appearing signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille dix, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg

##### **A COMPARU:**

9229-9825 Québec Inc., une compagnie gouvernée par les lois de la Province du Québec et ayant son siège social au 1111, Saint-Charles Street West, Suite 658, East Tower, Complexe Saint-Charles, Longueuil, Quebec, Canada J4K 5G4, immatriculée au registrar of enterprises du Québec sous le numéro 1166974700,

Ci-après représentée par Jean-Marc Delcour, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 8 décembre 2010.

Laquelle/Lesquelles procuration(s) restera/resteront, après avoir été signée(s) "ne varietur" par le(s) comparant(s) et le notaire instrumentant, annexée(s) aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel/Lesquels comparant(s), représenté(s) comme dit ci-avant, a/ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

##### **Art. 2. Objet social.**

2.1 L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

2.2 La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

2.3 La société peut avancer ou prêter de l'argent à toute société appartenant au même groupe que la Société. Aux fins du présent article, la notion de groupe doit comprendre et être limitée aux sociétés mères de la Société, filiales et entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation directe ou indirecte (ci-après dénommée



la «Société du Groupe»). La Société peut souscrire ou acheter n'importe quel titre de créance émis par toute Société du Groupe, avec ou sans garantie.

2.4 La Société peut aussi contracter toute garantie, gage ou toute autre forme de sûreté pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou d'une société du groupe.

2.5 D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

2.6 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination: «HDI Financing Luxembourg S.à r.l.».

**Art. 5. Siège social.**

5.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

5.2 Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

5.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6. Capital social – Parts sociales.**

6.1 - Capital Souscrit et Libéré

6.1.1 Le capital social est fixé à vingt mille Dollars américain (USD 20,000) représenté par vingt mille (20,000) parts sociales d'une valeur nominale de un Dollar américain (USD 1,00), toutes entièrement souscrites et libérées.

6.1.2 A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 - Modification du Capital Social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 - Participation aux Profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 - Transfert de Parts Sociales

6.5.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

6.5.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.5.3 Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

6.5.4 Les transferts de parts sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6 - Enregistrement des Parts Sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

**Art. 7. Management.**

7.1 - Nomination et Révocation

7.1.1 La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé d'un ou de plusieurs gérants de classe A, ainsi que d'un ou de plusieurs gérants de classe B. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

7.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés.

7.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

7.1.5 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance n'est ou ne seront pas rémunéré(s) pour ses/ leurs services en tant que gérant, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des associés. La Société pourra rembourser tout gérant des dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de son mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil de gérance, en cas de pluralité de gérants.

## 7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

## 7.3 - Représentation et Signature Autorisée

7.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

7.3.2 La Société est engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

7.3.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

7.3.4 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

## 7.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Procédures

7.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

7.4.2 Toute réunion se tiendra sur convocation d'un gérant à l'adresse indiquée dans l'avis de convocation. L'avis de convocation, contenant l'agenda, est envoyé par lettre (envoyé par lettre recommandée ou courrier spécial), télégramme, télex, e-mail ou facsimile aux gérants (à leur adresse professionnelle) au minimum trois (3) jours calendriers avant la date prévue pour la réunion, excepté en cas d'urgence auquel cas la nature de ces circonstances se trouve détaillée dans l'avis de convocation et dans ce cas une convocation, par fax et/ou télégramme et/ou e-mail au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour cette réunion est suffisante. Il peut être renoncé à la formalité de convocation par écrit, par fax, par télégramme ou par télex par chaque gérant. Une convocation séparée n'est pas exigée pour les réunions particulières tenues aux moments et endroits prescrits dans un planning adopté au préalable par décision du conseil de gérance. Tous les efforts raisonnables seront entrepris afin que, suffisamment en avance à toute réunion du conseil de gérance, chaque gérant se voit attribuer une copie des documents et/ou matériels devant être discutés ou adoptés par le conseil de gérance lors de cette réunion.

7.4.3 Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui, signés par le président et le secrétaire ou par un notaire, seront déposées dans les livres de la Société.

7.4.4 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un quelconque gérant.

7.4.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants, avec au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B, est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

7.4.6 En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion, avec au moins le vote affirmatif d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

7.4.7 Tout gérant pourra agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son représentant. Un gérant pourra également désigner un autre gérant pour le représenter à la réunion du conseil de gérance autrement que par écrit, soumis à la confirmation écrite par la suite.

7.4.8 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

7.4.9 Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

## 7.5 - Responsabilité des Gérants

Tout gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

#### **Art. 8. Assemblée générale des associés.**

8.1 L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

8.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

8.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

8.4 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

#### **Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.**

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq, une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le premier lundi du mois de juin.

9.2 Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

**Art. 10. Vérification des comptes.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

#### **Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.**

11.1 - Exercice Social

L'année sociale commence le premier avril et se termine le trente et un mars de chaque année.

11.2 - Comptes Annuels

11.2.1 A la fin de chaque exercice social, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

11.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

#### **Art. 12. Distribution des profits.**

12.1 Principes Généraux

12.1.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

12.1.2 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve statutaire jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

12.1.3 Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) associé(s) en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

12.2 - Dividendes Intérimaires

Les distributions de dividendes intérimaires sont autorisées dans la mesure où elles sont strictement conformes aux règles fixées par le présent article 12.2. ainsi qu'à toute règle supplémentaire déterminée par le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants par le conseil de gérance avec le / les associé(s):

- L'initiative de déclarer des dividendes intérimaires et d'en autoriser la distribution revient exclusivement au gérant unique ou en cas de pluralité de gérants au conseil de gérance qui en apprécie l'opportunité et la conformité à l'intérêt social de la Société.

- A cet effet, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance a compétence exclusive pour décider du montant des sommes distribuables et de l'opportunité d'une distribution, sur la base de la documentation et des principes contenus dans les présents Statuts et de tout accord que le / les associé(s) pourraient conclure entre eux.

- La décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants du conseil de gérance doit s'appuyer sur les comptes intérimaires de la Société datant de moins de deux mois au moment de cette décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants du conseil de gérance et faisant apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne devra pas excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, ou durant le premier exercice social de la Société, depuis la constitution de la Société, augmentés des profits à reporter et

les réserves distribuables, mais diminué des pertes reportables ainsi que des montants à allouer à une réserve à constituer par la Loi ou par les Statuts.

- La distribution des dividendes intérimaires sera limitée au montant du profit distribuable tel qu'il apparaît sur les comptes intérimaires de la Société mentionnés ci-dessus. Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gestion peut donner mandat à un auditeur indépendant d'auditer ces comptes intérimaires afin de confirmer le montant des sommes distribuables.

### **Art. 13. Dissolution - Liquidation.**

13.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

13.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

13.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

**Art. 14. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

**Art. 15. Modification des statuts.** Les présents Statuts pourront être à tout moment modifiés par l'assemblée des associés selon le quorum et conditions de vote requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le 31 mars 2012 .

### *Souscription*

Les Statuts ainsi établis, la partie qui a comparu déclare souscrire le capital comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit (USD)	% du capital social
9229-9825 Québec Inc. . . . . .	20.000	20.000	100%

Toutes les parts ont été intégralement libérées par un versement en numéraire de sorte que le montant de vingt mille Dollars américain (USD 20.000) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.200.-.

### *Résolution des/de (l')associé(s)*

1. La Société est administrée par les gérants suivants pour une période indéterminée

#### *Gérants de classe A:*

a. Monsieur Stewart Kam Cheong, réviseur d'entreprises, né le 22 juillet 1962, à Port Louis (Ile Maurice), avec adresse professionnelle à 6C, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg;

b. Monsieur Herman Schommarz, comptable, né le 20 novembre 1970, à Amersfoort (Afrique du Sud), avec adresse professionnelle à 6C, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg; et

#### *Gérant de classe B:*

c. Monsieur Gabriel Duval, expert comptable, né le 30 novembre 1948, à Saint-Sébastien, Québec (Canada), avec adresse professionnelle à 7570 Tremblay, Brossard, Québec, Canada J4W 2Y5.

2. Le siège social de la Société est établi à 10, rue de Reims, L-2417 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que le(s) comparant(s) a/ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête dudit/desdits comparant(s), en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.M. DELCOUR – H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 décembre 2010. Relation: LAC/2010/60262. Reçu soixante-quinze euros 75,00 EUR.

Le Receveur pd (signé): Tom Benning.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 février 2011.

Référence de publication: 2011025567/510.

(110030657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

**Athamas S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 136.279.

Les comptes annuels au 30 JUIN 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045043/10.

(110050498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

**O.M. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1243 Luxembourg, 17, rue Félix de Blochausen.

R.C.S. Luxembourg B 100.190.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2011045001/13.

(110049770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**EKIAM S. à r. l. & Cie. M.M. Erste S.e.c.s., Société en Commandite simple,  
(anc. INNCONA S.à r.l. & Cie. Cinq cent quatre-vingt-quinzième (595.) S.e.c.s.)**

Siège social: L-6720 Grevenmacher, 16, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 149.741.

Durch Einschreibebriefe vom 11.11.2010 wurden die Gesellschafter der "EKIAM S. à r. l. & Cie M.M. Erste S.e.c.s.", vormals INNCONA S.à r.l. & Cie Cinq cents quatre-vingt-quinzième (595.) zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung einberufen, welche am 10.12.2010, um 10:00 Uhr in den Geschäftsräumen der EKIAM Management S.à r.l., geschäftsansässig 16, rue de l'èglise, L-6720 Grevenmacher stattfinden sollte. Die Komplementärin weigerte sich mit Schreiben vom 19.11.2010 die Gesellschafterversammlung durchzuführen.

Die Tagesordnung der außerordentlichen Gesellschafterversammlung lautete wie folgt:

*Tagesordnung*

1. Auflösung der Gesellschaft
2. Ernennung des Liquidators
3. Verschiedenes.

Gegen den Geschäftsführer der Komplementärin, der EKIAM Management S.à r.l. betreibt der allein stimmberechtigte Kommanditist der Gesellschaft ein Klageverfahren vor dem Landgericht Stade in Deutschland, Geschäftszeichen 4 O 414/10, wegen Falschberatung im Zusammenhang mit der Gründung der Gesellschaft., Wegen der damit einhergehenden Interessenkollision und der Weigerung der Komplementärin, das Liquidationsverfahren zu betreiben, beschließt die Gesellschaft durch den allein stimmberechtigten Kommanditisten am 05.01.2011 Folgendes:

Die Versammlung benennt ein Büro und zwar:

zum Vorsitzenden Ass. Jur. Peter Seidel, expert comptable mit Berufsadresse in 7, Am Ieweschten Flouer L- 6691 Moersdorf,

zum Schriftführer RA Martin Seidel, Rechtsanwalt mit Berufsadresse in D- Wallstrasse 16, 40213 Düsseldorf,

zum Stimmzähler RA Dr. Winfried Niggemeyer, Rechtsanwalt mit Berufsadresse in D - Stefan-George-Straße 13, 54295 Trier.

A.- Der Vorsitzende erklärt die Sitzung in dessen Geschäftsräumen eröffnet am 05.01.2011 um 11:00 Uhr.

Aus einer vom Büro erstellten Anwesenheitsliste geht die Zahl der Gesellschafter, die in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind sowie die Zahl der Anteile die sie halten, hervor. Diese Anwesenheitsliste ist vom Büro und den Gesellschaftern respektiv deren Vertretern unterzeichnet. Ebenso sind die Vollmachten vom Büro paraphiert. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

B.- Die Gesellschafterversammlung, welche mittels Einschreibebriefe an alle Gesellschafter vom 11.11.2010 mitsamt Tagesordnung einberufen wurde, und im Einverständnis aller stimmberechtigten Gesellschafter auf den 05.01.2011 verlegt wurde, ist rechtsgültig einberufen.

C- Die Tagesordnung sieht folgende Punkte vor:

*Tagesordnung*

1. Auflösung der Gesellschaft
2. Ernennung / Bestätigung des Liquidators
3. Verschiedenes.

Nach Diskussion, nimmt die Generalversammlung einstimmig und über jeden Punkt einzeln folgende Beschlüsse:

*Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt die EKIAM S.à r.l. & Cie M.M. Erste S.e. cs, mit Gesellschaftersitz in L-6720 Grevenmacher, mit sofortiger Wirkung aufzulösen, (mise en liquidation avec effet Immédiat).

*Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, mit sofortiger Wirkung als Liquidator Ass. Jur. Peter Seidel, expert comptable mit Berufsadresse in 7, Am leweschten Flouer L- 6691 Moersdorf der Gesellschaft zu ernennen (Art. 6 Abs. 4 der Statuten). Die ursprünglich hierfür vorgesehene Komplementärin wird aus Gründen der Interessenkollision und wegen Störung des Vertrauensverhältnisses nicht eingesetzt.

*Dritter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung ersucht den Liquidator dringlich den Liquidationsbeschluss im Handelsregister zu hinterlegen und dessen Veröffentlichung im Memorial C zu beantragen.

Nachdem kein weiterer Punkt mehr angeschnitten wurde, ist Gesellschafterversammlung um 12:00 Uhr für beendet erklärt worden.

Hiesiges Protokoll ist während der Gesellschafterversammlung in Luxemburg den 05.01.2011 gefertigt worden.

Rechtsanwälte Ricken und Partner GbR

...

Unterschriften

Référence de publication: 2011025208/60.

(110029301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

---

**Air Tools S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 66.864.

Le bilan au 31 décembre 2009, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045048/11.

(110050253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

---

**Almagev S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 73.095.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045050/10.

(110050490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

---



**COFITEX S.A., société de gestion de patrimoine familial (SPF), Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 10.475.

Les comptes annuels au 30 SEPTEMBRE 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045074/11.

(110050492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

---

**C.I.P.P.P., Compagnie Internationale de Prise de Participations et de Placements, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 73.546.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011045075/10.

(110050501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

---

**Goettsch GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 158.953.

—  
STATUTEN

Im Jahre zwei tausend und zehn, den zweiundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN

Herr Cornelis GOETTSCH, wohnhaft in L-9689 Tarchamps, 19, Op der Heed.

Welcher Komparent erklärt und bittet den Notar um die Feststellung, dass er in seiner Eigenschaft als Einzelgesellschafter, der vennootschap niederländischen Rechts Cees Holding B.V. mit Sitz in Poolserondweg 4, NL-3881 RA Putten (Niederlande), am 31. Mai 2010 gegründet und im Handelsregister „handelsregister van de Kamer van Koophandel voor Oost Nederland“ unter der B.V. Nummer 1599608 eingetragen ist, und ersucht den unterzeichneten Notar, Folgendes zu beurkunden:

*Erster Beschluss*

Der Einzelgesellschafter beschließt, den Gesellschaftssitz mit sofortiger Wirkung von Poolserondweg 4, NL-3881 RA Putten (Niederlande), ins Großherzogtum Luxemburg zu verlegen und das luxemburgische Recht seitens der Gesellschaft anzunehmen.

Der Einzelgesellschafter stellt fest, dass die Verlegung des Gesellschaftssitzes ins Großherzogtum Luxemburg keine Gründung einer neuen Gesellschaft darstellt.

*Zweiter Beschluss*

Der Einzelgesellschafter beschließt, für den Gesellschaftszweck den folgenden Wortlaut anzunehmen:

„Zweck der Gesellschaft sind, sowohl in Luxemburg als auch im Ausland, alle Operationen industrieller, kommerzieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche direkt oder indirekt mit der Gründung, Verwaltung und Finanzierung, unter welcher Form auch immer, von irgendwelchen Unternehmen und Gesellschaften, unter welcher Form auch immer sie tätig sind, verbunden sind sowie die Verwaltung und Verwertung, sei es permanent oder vorübergehend, des somit zweckmäßigen geschaffenen Wertpapierbestands, sofern die Gesellschaft nach den geltenden Bestimmungen als „Société de Participations Financières“ betrachtet wird.

Die Gesellschaft kann namentlich sich mit allen Mitteln an jeglichen anderen Geschäften oder Unternehmen und Gesellschaften welche einen identischen, ähnlichen oder verwandten Zweck haben, oder welche ihrem Gesellschaftszweck verbunden oder nützlich sind, beteiligen.

Die Gesellschaft kann auch anderen Gesellschaften, in welchen sie direkte oder indirekte Beteiligungen hält, oder Gesellschaften, welche zur gleichen Unternehmensgruppe gehören, Darlehen oder Garantien gewähren.“

### Dritter Beschluss

Der Einzelgesellschafter beschließt für die Gesellschaft:

- a) die juristische Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechtes anzunehmen;
- b) die Gesellschaftsbezeichnung GOETTSCHE GmbH anzunehmen;
- c) die unbegrenzte Dauer anzunehmen;
- d) das Stammkapital auf achtzehntausend Euro (18.000,- EUR) festzulegen, eingeteilt in einhundertachtzig (180) Geschäftsanteile, mit einem Nennbetrag von jeweils einhundert Euro (100,- EUR);
- e) ein Geschäftsjahr, laufend vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres, anzunehmen;
- g) die folgenden Statuten einer luxemburgischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), anzunehmen:

#### **Titel A. - Name, Sitz, Zweck, Dauer der Gesellschaft**

**Art. 1.** Unter der Bezeichnung GOETTSCHE GmbH besteht eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung („die Gesellschaft“), welche dem Recht von Luxemburg, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (das Gesetz), sowie der vorliegenden Satzung (die Satzung) unterliegen soll.

**Art. 2.** Der Gesellschaftssitz wird in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg, errichtet. Er kann durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung innerhalb der Grenzen der Gemeinde Luxemburg verlegt werden. Er kann durch Beschluss des Einzelgesellschafters bzw. der Gesellschafterversammlung, welche mit der zur Änderung der Satzung erforderlichen Mehrheit beschließt, an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung eingerichtet werden. Falls der Einzelgeschäftsführer oder die Geschäftsführung der Ansicht ist, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Ereignisse stattfinden werden oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außergewöhnlichen Umstände beendet sind. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keinen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

**Art. 3.** Zweck der Gesellschaft sind, sowohl in Luxemburg als auch im Ausland, alle Operationen industrieller, kommerzieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche direkt oder indirekt mit der Gründung, Verwaltung und Finanzierung, unter welcher Form auch immer, von irgendwelchen Unternehmen und Gesellschaften, unter welcher Form auch immer sie tätig sind, verbunden sind sowie die Verwaltung und Verwertung, sei es permanent oder vorübergehend, des somit zweckmäßigen geschaffenen Wertpapierbestands, sofern die Gesellschaft nach den geltenden Bestimmungen als „Société de Participations Financières“ betrachtet wird.

Die Gesellschaft kann namentlich sich mit allen Mitteln an jeglichen anderen Geschäften oder Unternehmen und Gesellschaften welche einen identischen, ähnlichen oder verwandten Zweck haben, oder welche ihrem Gesellschaftszweck verbunden oder nützlich sind, beteiligen.

Die Gesellschaft kann auch anderen Gesellschaften, in welchen sie direkte oder indirekte Beteiligungen hält, oder Gesellschaften, welche zur gleichen Unternehmensgruppe gehören, Darlehen oder Garantien gewähren.

**Art. 4.** Die Gesellschaft hat eine unbestimmte Dauer.

Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst durch das Ableben, die gesetzliche Untersagung, die Geschäftsunfähigkeit, die Zahlungsunfähigkeit oder den Konkurs eines oder mehrerer Gesellschafter oder durch ein anderes, vergleichbares Ereignis, das einen oder mehrere Gesellschafter betrifft.

#### **Titel B. - Kapital, Gesellschaftsanteile**

**Art. 5.** Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt achtzehntausend Euro (EUR 18.000,-), eingeteilt in einhundertachtzig (180) Geschäftsanteile mit einem Nennbetrag von je einhundert Euro (EUR 100,-).

Durch Beschluss des Einzelgesellschafters oder der Gesellschafterversammlung, welche mit der zur Änderung der Satzung erforderlichen Mehrheit beschließt, kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ein- oder mehrmals erhöht oder herabgesetzt werden.

**Art. 6.** Jeder Gesellschaftsanteil gibt Anspruch auf einen Anteil am Vermögen und Gewinn der Gesellschaft, der in direktem Verhältnis zu der Anzahl der bestehenden Gesellschaftsanteile steht.

Die Gesellschaftsanteile sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar, so dass pro Gesellschaftsanteil nur ein einziger Eigentümer anerkannt wird. Die Miteigentümer von ungeteilten Anteilen müssen eine einzige Person bestimmen, die sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaftsanteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar und im Fall eines Einzelgesellschafters an Dritte frei übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern ist die Abtretung von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter nur mit der in der Gesellschafterversammlung erteilten Zustimmung der Gesellschafter möglich, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, nachdem sie gemäß den Bestimmungen des Artikels 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt worden ist oder von ihr angenommen worden ist.

Für alle weiteren Fragen wird auf die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes verwiesen.

Ein Gesellschafterregister wird am Gesellschaftssitz gemäß den Bestimmungen des Gesetzes geführt, wo es von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann.

### **Titel C. - Verwaltung, Vertretung**

**Art. 7.** Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet. Diese müssen nicht zwingend Gesellschafter sein und werden durch einen Beschluss des Einzelgesellschafters oder der Gesellschafterversammlung ernannt, in welchem die Dauer ihres Mandates festgelegt wird. Im Fall der Ernennung mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung.

Die Mitglieder der Geschäftsführung können in zwei Kategorien unterteilt werden, welche „Geschäftsführer der Kategorie A“ beziehungsweise „Geschäftsführer der Kategorie B“ genannt werden.

Die Geschäftsführer sind ad nutum abberufbar.

**Art. 8.** Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die vorliegende Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern in die Zuständigkeit der Geschäftsführung, der/die mit sämtlichen Befugnissen ausgestattet ist, um alle mit dem Gesellschaftszweck zu vereinbarenden Handlungen und Geschäfte vorzunehmen und zu genehmigen.

Jeder Geschäftsführer kann beschränkte Sondervollmachten für besondere Aufgaben an einen oder mehrere Bevollmächtigte erteilen, der/die kein(e) Gesellschafter zu sein braucht/brauchen.

**Art. 9.** Die Geschäftsführung versammelt sich so oft, wie es die Interessen der Gesellschaft erfordern sowie auf Einberufung eines der Geschäftsführer an dem in der Einberufung angegebenen Versammlungsort.

Jeder Geschäftsführer erhält für jede Versammlung der Geschäftsführung mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor dem für die Versammlung vorgesehenen Zeitpunkt eine mündliche oder schriftliche Mitteilung, außer im Falle einer Dringlichkeit. In einem solchen Fall wird die Art dieser Dringlichkeit (und ihre Gründe) in der Einberufung der Versammlung der Geschäftsführung kurz angegeben.

Die Versammlung kann ohne vorherige Einberufung rechtsgültig abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer der Gesellschaft bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Versammlung und ihre Tagesordnung informiert worden sind. Auf die Einberufung kann auch verzichtet werden, wenn das schriftliche Einverständnis jedes Geschäftsführers der Gesellschaft entweder in Urschrift oder als Telegramm, Fax, Telex oder E-Mail vorliegt.

Jeder Geschäftsführer kann sich durch schriftliche Ernennung eines anderen Geschäftsführers zu seinem Vertreter bei den Versammlungen der Geschäftsführung vertreten lassen.

Die Geschäftsführung kann nur rechtsgültig beraten und handeln, wenn die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist und, falls Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B ernannt wurden, wenn mindestens ein Geschäftsführer der Kategorie A und ein Geschäftsführer der Kategorie B anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse der Geschäftsführung werden rechtsgültig mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst und, falls Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B ernannt wurden, diese Beschlüsse von mindestens einem Geschäftsführer der Kategorie A und einem Geschäftsführer der Kategorie B gebilligt worden sind. Die Protokolle der Versammlungen der Geschäftsführung werden von allen bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet.

Jeder Geschäftsführer kann an der Versammlung der Geschäftsführung mittels Telefon- oder Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel teilnehmen, bei denen sämtliche Versammlungsteilnehmer sich hören und miteinander sprechen können. Die Teilnahme an der Versammlung durch eines dieser Mittel gilt als der persönlichen Teilnahme an der Versammlung gleichwertig.

Die von allen Geschäftsführern unterzeichneten Umlaufbeschlüsse gelten als rechtsgültig gefasst, als wären sie in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung der Geschäftsführung gefasst worden. Die Unterschriften der Geschäftsführer können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren, per Brief oder Telefax verschickten Kopien eines identischen Beschlusses angebracht werden.

**Art. 10.** Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber in jedem Falle durch die alleinige Unterschrift des Einzelgeschäftsführers, bei mehreren Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet.

Falls zwei Kategorien von Geschäftsführern erstellt wurden (Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft zwingend durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B verpflichtet.

Die Gesellschaft wird auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Person(en) verpflichtet, der/denen eine solche Zeichnungsbefugnis rechtsgültig gemäß Artikel 8.2 der Satzung erteilt wurde.

**Art. 11.** Die Geschäftsführer übernehmen auf der Grundlage ihres Amtes keine persönliche Haftung für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft eingegangen sind, soweit diese Verpflichtungen in Übereinstimmung mit der Satzung und den Bestimmungen des Gesetzes eingegangen wurden.

#### **Titel D. - Gesellschafterversammlung**

**Art. 12.** Der Einzelgesellschafter übt sämtliche der Gesellschafterversammlung vom Gesetz verliehenen Befugnisse aus. Jeder Gesellschafter verfügt über Stimmrechte im Verhältnis zu der Zahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile.

Jeder Gesellschafter kann sich bei den Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich entweder per Brief, Telegramm, Telex, Telefax oder E-Mail zum Vertreter ernennt.

**Art. 13.** Falls die Zahl der Gesellschafter nicht über fünfundzwanzig liegt, können die Beschlüsse der Gesellschafter per Umlaufbeschluss gefasst werden, dessen Wortlaut jedem Gesellschafter schriftlich entweder in Urschrift oder als Telegramm, Telex, Fax oder E-Mail gesandt wird. Die Gesellschafter üben ihr Stimmrecht durch Unterzeichnung des Umlaufbeschlusses aus. Die Unterschriften der Gesellschafter können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren, per Brief oder Telefax verschickten Kopien eines identischen Beschlusses angebracht werden.

Gemeinschaftliche Beschlüsse werden nur dann rechtsgültig gefasst, wenn sie von einer Anzahl von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Beschlüsse über die Änderung der Satzung oder die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft bedürfen allerdings der mehrheitlichen Zustimmung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft vertreten.

#### **Titel E. - Jahresabschluss / Gewinnverwendung**

**Art. 14.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Der Abschluss der Gesellschaft ist in jedem Jahr zum Ende des Geschäftsjahres zu erstellen, und der Geschäftsführer bzw. bei mehreren Geschäftsführern die Geschäftsführung stellt eine Bestandsliste mit Angabe des Wertes der Aktiva und Passiva der Gesellschaft auf.

Jeder Gesellschafter kann die Bestandsliste und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 15.** Von dem im Jahresabschluss ausgewiesenen Bruttogewinn der Gesellschaft wird der Nettogewinn durch Abzug der Gemeinkosten, Amortisierungen und Ausgaben ermittelt. Ein Betrag in Höhe von fünf Prozent (5%) des Jahresnettogewinns der Gesellschaft wird der gesetzlichen Rücklage zugewiesen, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft beträgt.

#### **Titel F. - Auflösung - Liquidation**

**Art. 16.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt, der/die nicht Gesellschafter zu sein braucht/brauchen und durch Beschluss des Einzelgesellschafters oder der Gesellschafterversammlung ernannt wird/werden, in welchem auch die Befugnisse und die Vergütung festgelegt werden. Soweit in dem Beschluss des/der Geschäftsführer(s) oder kraft des Gesetzes nichts Gegenteiliges vorgesehen ist, sind die Liquidatoren mit den weitestgehenden Befugnissen für die Flüssigmachung der Vermögenswerte und die Zahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ausgestattet.

Der nach der Flüssigmachung der Vermögenswerte und Zahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft verbleibende Überschuss wird an den Einzelgesellschafter bzw. bei mehreren Gesellschaftern an die Gesellschafter im Verhältnis zu den von jedem Gesellschafter an der Gesellschaft gehaltenen Anteile ausgezahlt.

#### **Titel G. - Allgemeine Vorschriften**

**Art. 17.** Alle Angelegenheiten, die nicht in dieser Satzung geregelt werden, unterliegen den Vorschriften des geänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften.

Der Einzelgesellschafter bestätigt die Verlegung des Gesellschaftssitzes mit sofortiger Wirkung nach Luxemburg und die Weiterführung der Gesellschaft in Luxemburg.

#### *Gutachten des Wirtschaftsprüfers*

Diese Verlegung des Gesellschaftssitzes und das Festlegen des Gesellschaftskapitals sind Gegenstand eines Gutachtens erstellt durch den unabhängigen Wirtschaftsprüfer, Herrn Marco RIES, Réviseur d'Entreprises Agréé, beruflich wohnhaft in 231, Val des Bons-Malades in L-2121 Luxemburg, gemäß Bestimmungen von Artikel 26-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften, und dessen Schlussfolgerung wie folgt lautet:

*"Conclusion"*

"Sur base de nos diligences aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'apport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions de GOETTSCHE GmbH (une société de droit luxembourgeois) à émettre en contrepartie."

Dieses Gutachten, inklusive der Konten per 31. Oktober 2010 (Rechnungsabschluss in den Niederlanden und Eröffnungskonten in Luxemburg), von dem Komparent und dem instrumentierenden Notar "ne varietur" unterzeichnet, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen:

*Vierter Beschluss*

1. Die Zahl der Geschäftsführer wird auf einen (1) festgesetzt.
2. Folgende Person ist zum Geschäftsführer ernannt worden:  
Herr Cornelis GOETTSCHE, geboren in Putten (Niederlande) am 15. Februar 1969 und wohnhaft in L-9689 Tarchamps, 19, Op der Heed.
3. Der Sitz der Gesellschaft wird in L-2121 Luxemburg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades festgelegt.

*Kosten*

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt 1.200,- EUR veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für abgeschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an dem Komparent, dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Cornelis GOETTSCHE, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 31 décembre 2010. Relation GRE/2010/4862. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE

Junglinster, den 18. Februar 2011.

Référence de publication: 2011025559/225.

(110030605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

**Construlux, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9395 Tandel, 13, Veianerstroos.

R.C.S. Luxembourg B 97.426.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour CONSTRULUX Sàrl*

Signature

Référence de publication: 2011045076/11.

(110050531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

**Tonal S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 125.505.

L'an deux mille dix, le vingt-trois décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "TONAL S.A.", ayant son siège social à L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet, R.C. Luxembourg section B numéro 125505, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 mars 2007, publié au Mémorial C numéro 969 du 24 mai 2007;

L'assemblée est présidée par Régis Galiotto, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le président désigne comme secrétaire Solange Wolter, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

et l'assemblée choisit comme scrutateur Sonia Still, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il appert de cette liste de présence que les trois cent dix (310) actions, actuellement en circulation, sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, laquelle par conséquent est régulièrement constituée et apte à prendre valablement toutes décisions sur les points de l'ordre du jour.

IV.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Décision sur la mise en liquidation de la société;
2. Décharge aux organes de la société;
3. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
4. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, l'assemblée décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

*Deuxième résolution*

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée décide de nommer en qualité de liquidateur:

KORELY INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à Calle Aquilino de la Guardia 8, Panama City (République du Panama), enregistré au Registre Public de Panama sous le numéro 216168.

*Troisième résolution*

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation des associés dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale accepte la démission des administrateurs ainsi que du commissaire aux comptes et leur donne décharge pour l'exercice de leurs fonctions.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 1.300.- Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux membres du bureau, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, S. STILL et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 décembre 2010. Relation: LAC/2010/59369. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 février 2011.

Référence de publication: 2011024843/62.

(110030285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2011.